

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

2F Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75.064 ; PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME
ET DE LA PENSEE-MAOTSETOUNG

4^e ANNEE N° 161
JEUDI 12 OCTOBRE 72

INDOCHINE

SUR LE CHEMIN DE LA VICTOIRE



Nixon « improvise » des conférences de presse... mais il prépare bien ses mensonges, il vient de qualifier de « phase délicate » la période que traversent les négociations sur le Vietnam. La presse vient à sa rescousse et fait grand bruit des allées et venues de Kissinger et de ses conversations... secrètes avec les représentants de la République Démocratique du Vietnam. A entendre certains messieurs du journalisme ou de la radio, chaque jour est celui du cessez-le-feu ; « l'affaire est presque réglée ». La guerre d'Indochine, connais pas, quoi !

Pourquoi une telle mise en scène ?

Il y a bientôt quatre ans, Nixon a déclaré solennellement qu'un président des Etats-Unis qui n'était pas capable d'arrêter la guerre durant son mandat ne méritait pas d'être réélu. Le mandat de Nixon se termine... dans un mois. Et la guerre continue... Il lui faut bien donner le change et ménager un suspense de paix... Pendant ce temps-là, l'aviation yankee se fait plus meurtrière, et Thieu s'accroche plus désespérément encore au pouvoir... avec la bénédiction de Nixon bien évidemment. A n'en pas douter, la mise en scène de Nixon est un argument électoral.

Il y a autre chose encore. Nixon tente une fois de plus d'endormir la vigilance des peuples du monde face à son agression. Il tente, une fois de plus, de tromper l'opinion mondiale sur cette « sale guerre » que mène l'impérialisme américain sur la terre vietnamienne depuis bientôt vingt ans ! Il veut masquer son visage d'agresseur : comment, lui qui ne parle que de « paix », pourrait être l'un des plus grands criminels de notre temps ? Il veut masquer la réalité de sa défaite. C'est pourtant bien cette défaite qui constitue l'aspect principal de la situation en Indochine. En six mois d'offensives, les

F.A.P.L. du Sud-Vietnam ont brisé le formidable système de défense de la « vietnamisation » dans la région de Quang Tri - Thua Thien ; aujourd'hui, elles mettent en pièce l'appareil de coercition ennemi, au centre du pays, dans le delta et aux frontières. En six mois d'offensives, elles ont libéré plus d'un million et demi d'hommes ! Sur le plan politique et diplomatique, même situation d'initiative...

La presse bourgeoise est fort discrète là-dessus, et fait le black-out presque complet sur les derniers épisodes victorieux de la lutte des trois peuples indochinois.

Black-out presque entier sur la brillante attaque des forces armées khmères... au cœur même du centre ennemi : à Phnom-Penh même, dans la nuit du 5 au 6 octobre... Le plus grand pont du Cambodge a sauté ; bon nombre de blindés ont été détruits. Depuis longtemps, la ville est encerclée et chaque jour se resserre davantage l'étau qui écrasera Lon-Nol et sa clique à la solde de Nixon !

Black-out presque total aussi sur les offensives répétées des F.A.P.L. du Sud-Vietnam autour de Saigon. Aujourd'hui, elles sont à quelque 20 km de la capitale ; une de leurs unités est à quelque 14 km au nord ! Et dans tout le pays, le peuple et ses forces armées redoublent leurs coups !

Voilà la réalité ; et toutes les simagrées de Nixon ne pourront l'effacer. S'il veut en tenir compte, très bien ! Qu'il accepte le plan en sept points du G.R.P. du Sud-Vietnam !

S'il s'obstine, il aura affaire à forte partie ; les échéances électorales de Nixon ne sont pas celles des peuples indochinois. Ils ne connaissent, eux, qu'une échéance : « l'indépendance et la liberté ». Il nous faut être conscient de cela et le répéter sans cesse pour leur apporter un appui efficace !

**Appel
de
Samdech
Norodom
Sihanouk
au peuple
khmer**

(page 12)

BATAILLE DE L'HUMANITÉ ROUGE : Un objectif immédiat

2 MILLIONS EN QUINZE JOURS

Comarades, lecteurs, amis,

Nous avons à ce jour plus de 2 millions d'anciens francs de dette : c'est un appel pressant que nous lançons à tous une nouvelle fois. Notre imprimeur, malgré toute sa bonne volonté, ne pourra plus, si cette situation s'aggrave, assurer la parution du journal.

Lorsqu'en juin dernier nous avons affirmé la nécessité d'un 12 pages chaque semaine, cela correspondait à une exigence politique. Aujourd'hui encore, la richesse de l'actualité révolutionnaire liée à l'approfondissement de la lutte des classes, tant sur le plan mondial que français, ne permet plus à « L'Humanité Rouge », le seul journal légal du prolétariat avancé de notre pays, de remplir l'essentiel de ses multiples tâches sur 8 pages seulement. Aussi est-ce avec l'audace indispensable pour aller de l'avant, mais aussi la confiance inébranlable en nos camarades et en la classe ouvrière, que nous avons décidé de paraître dorénavant sur 12 pages. Cela, nous l'avons déjà dit à maintes reprises, nous impose des charges financières nouvelles et très lourdes : or, nous devons reconnaître, après un mois, que l'effort fait pour soutenir le journal est très très insuffisant. Nous avons même été obligés de constater une baisse sensible de la souscription par rapport au niveau hebdomadaire qu'elle avait atteint au printemps. Pourtant, nous sommes en mesure d'affirmer que cela ne correspond absolument pas à un recul de notre influence dans les masses. Alors ?

Alors il faut avouer que le rôle vital de la souscription militante, et surtout de la souscription de masse, n'est pas encore compris.

Sans la prise en main IMMEDIATE de cette tâche POLITIQUE, la parution de « L'Humanité Rouge » sera gravement menacée. Tâche immédiate, mais aussi tâche prolongée. Ce n'est pas la première fois que nous lançons un appel : chaque fois, la mobilisation de ses militants et la participation des masses au soutien financier ont permis de magnifiques succès. Cependant, une fois l'objectif immédiat atteint, l'effort n'a pas été poursuivi.

L'HUMANITE ROUGE VAINCRA !

Lecteur de « L'Humanité Rouge », hebdomadaire fidèle au marxisme-léninisme et à la pensée-maotsetoung, je VERSE sans attendre pour qu'elle puisse poursuivre son juste combat idéologique et politique.

Je souscris F par le moyen ci-après (rayer les mentions inutiles) :

— timbres-poste Nom et adresse (facultatifs)
 — chèque bancaire
 — virement postal au CCP « L'Humanité Rouge » 30.226.72 La Source Date :
 Pseudonyme

Continuez à diffuser SPECIAL ALGERIE

Numéro de 24 pages d'une valeur historique, consacré au 10^e Anniversaire de l'indépendance de l'Algérie. Ce numéro est donc encore disponible pour la diffusion, en particulier en direction de nos frères, les travailleurs immigrés, venus d'Algérie.

Nous insistons auprès de nos diffuseurs pour qu'ils assument cette tâche, dont le contenu politique et idéologique internationaliste ne doit pas être sous-estimée.

L'exemplaire est vendu 2 F.

ABONNEMENT DE PROPAGANDE : « L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 20 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens « L'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
Prénom	3 mois	20 F	35 F	50 F
Adresse	6 mois	46 F	80 F	100 F
	1 an	92 F	160 F	200 F
	Etranger :			
	3 mois	45 F	75 F	
	6 mois	85 F	140 F	
	1 an	170 F	280 F	

Règlement au C.C.P. « L'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

La classe dominante dispose de moyens financiers gigantesques pour tenter de corrompre le peuple, pour tenter de le manipuler, pour le diviser et maintenir son trône : la presse, la radio, la télévision sont à l'heure actuelle ses armes essentielles contre la révolution. C'est tellement vrai que certains gros capitalistes sont allés jusqu'à lancer un quotidien gratuit en pensant gagner par là tous les lecteurs. Pour la bourgeoisie monopoliste l'intérêt d'un journal réside moins dans sa rentabilité souvent douteuse que sur son rôle politique. De quoi vit la « Nation », l'organe de l'U.D.R., des souscriptions des masses travailleuses ? du produit de sa diffusion ? Et « L'Aurore », le quotidien fasciste du milliardaire Boussac ? Ou encore le nouvel hebdomadaire réactionnaire « Le Point », lancé à grands frais par le trust Hachette, au moment même où l'augmentation des charges pour la presse engendre la disparition de nombreux journaux. N'est-il pas clair que la question de la presse est une question fondamentale dans notre pays aujourd'hui ?

Ne nous y trompons pas, c'est une bataille d'envergure, un vrai combat de classe acharné que nous devons livrer. D'un côté le prolétariat, de l'autre la bourgeoisie ; d'un côté « L'Humanité Rouge » et des publications anti-capitalistes non-prolétariennes, de l'autre la presse réactionnaire. D'un côté les minorités exploiteuses avec leurs armes économiques (coût de production d'un journal, frais postaux, etc.) et politique (les restrictions de la liberté de la presse...), de l'autre la masse énorme des travailleurs, le prolétariat en tête, qui constituent une force inébranlable : c'est sur cette force, camarades, que nous nous appuyons, c'est elle qui permet et doit permettre la parution de « L'Humanité Rouge ».

EN AVANT POUR DEUX MILLIONS EN 15 JOURS.

SUZANNE MARTY.

Au courrier des lecteurs

« Chers camarades,

Vous demandez souvent à vos lecteurs de vous écrire, c'est ce que je fais mais dans le but d'obtenir des conseils.

Jusqu'à l'étais sympathisant à la Cause du Peuple, mais je me suis rendu compte de ce qu'elle était réellement, à savoir un groupe « gauchiste » parmi d'autres, j'ai fait l'erreur de la croire authentiquement marxiste-léniniste pendant quelques temps.

Maintenant je me suis aperçu que l'Huma-Rouge était, elle, un journal marxiste-léniniste appliquant ou tout au moins essayant d'appliquer la pensée-maotsetoung.

Je ne suis qu'un étudiant d'origine petite bourgeoise, mais je tente sincèrement de me rapprocher des masses prolétariennes.

Je suis conscient d'avoir encore beaucoup à apprendre, ceci explique le temps que j'ai mis pour m'apercevoir que la Cause du Peuple n'était pas ce que je croyais. Je compte sur l'Humanité-Rouge et sur tous

les enseignements de la République Populaire de Chine pour devenir un authentique marxiste-léniniste.

VIVE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE !

VIVE LA REPUBLIQUE POPULAIRE D'ALBANIE !

ET VIVE LA DICTATURE DU PROLETARIAT AINSI QUE TOUS CEUX QUI LA DEFENDENT !

Un étudiant.



AFFICHEZ
H. R.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Souscription de la semaine précédente	
Fidèlement attaché à la lutte de H.R.	10
Un lecteur	20
Soutien à H.R. C.C.L.	8
Un appelé	5
Soutien à H.R. D.P.	5
J.P.I. soutien permanent	3,50
Une vendeuse grand magasin	3
Un marxiste-léniniste	6
Vive Staline !	1,50
Sur un marché	4
Un lycéen	0,50
Un appelé M.L.	2
Soutien à H.R. en timbres	
Anonyme Paris	10
Un jeune communiste contre le révisionnisme	8,60
D.B. soutien à H.R.	41,15
Versement de septembre	
Un lecteur soutien à H.R.	50
Une assistante dentaire à 700 F par mois	3
N.G. en plus commande de brochures soutien à H.R.	6,50
A.L.T.	19,60
Un travailleur sur le marché	0,50
Soutien à H.R. N.V.T.	150
Un travailleur	5
Anonyme	2
Des travailleurs du S.O.	90
Un lecteur sur un marché	1
Soutien à H.R.	1
Soutenons politiquement et financièrement l'H.R.	
A.L.T.	71,30
Un marxiste-léniniste stalinien	10
Total de la semaine	538,15
Souscription de cette semaine	
M.J. soutien à H.R.	50
Comité J. Staline soutien	55
SDHR Jeanne Labourbe	100
Premier soutien à H.R. P.B. 2	
Pour contribuer au renforcement de H.R. V.G.	50
Le Comité de rédaction	100
Soutien à H.R. M.S.	50
Lors d'une vente publique C.D.H.R. Kirov	2,50
Soutien permanent	50
Un élève C.E.T.	1
Un communiste italien	0,50
Un ouvrier resté stalinien	0,60
Des communistes M.-L. staliniens	200
C.D.H.R. Ouandié	70
Cercle P.E.	9
C.M.H. soutien permanent à notre presse	25
Vive l'Albanie socialiste !	3
Un auxiliaire du tri P.T.T. H.R. doit vivre et vaincre	26,60
C.D.H.R. Staline Soutien à H.R.	61
En supplément à des revues chinoises	1,20
Un cadre commercial M.-L.	4
Soutien à H.R. A.D.	1
Soutien à H.R. 2 étudiants	3
Sur un salaire à mi-temps	5
G.D. pour maintenir H.R. à 12 pages	300
Une lectrice	3
A un métro	2
C.D.H.R. Pierre Séward	75
Un cheminot région parisienne	1
Souscription permanente V.	3
C.D.H.R. Oulianov soutien permanent	25
Sur un marché, une amie de la Chine Populaire	0,20
En supplément à l'H.R.	3
Total de la semaine	1 282,50
Total général des 2 semaines	1 820,65
Total général précédent	213 311,53
Total général déjà utilisé	215 132,18

CLASSE CONTRE CLASSE

Plan "social" de Messmer :

QUE DU VENT !

Quel que soit le masque dont on affuble le gouvernement subordonné aux monopoles capitalistes, sa nature de classe ne change nullement. L'exploitation de l'homme par l'homme reste une réalité criante, la loi du profit maximum pour les capitalistes aussi. D'ailleurs, Pompidou n'a-t-il pas déclaré à plusieurs reprises au cours de sa conférence de presse du 10 juillet 1969 : « ... les entreprises françaises doivent gagner de l'argent et je le répète, cela n'a rien à voir avec le problème social ».

La « nouvelle société » de Chaban-Delmas née le 20 juin 1969 a eu une vie éphémère. Harcelée pendant trois ans par les coups répétés de la lutte des prolétaires, paysans, intellectuels révolutionnaires, progressistes, cette « nouvelle société » est morte.

Un nouveau Premier ministre, Messmer, de la légion étrangère est désigné par Pompidou. Gardant le silence pendant près de trois mois, le voici enfin à la tribune de l'« écurie » du parlementarisme bourgeois, selon l'expression de Lénine ; mardi 3 octobre, au nom d'une « société plus juste et responsable », il ose parler démagogiquement de social. Mais rien de bien nouveau, sinon que quelques phrases rassies et quelques réformettes illusoire afin de duper le peuple à l'approche des élections législatives de 1973.

Sur les salaires, il reconnaît : « Il n'en reste pas moins que certains salaires sont encore trop bas ». Mais, bien entendu, il ne souffle mot des profits capitalistes, des salaires des directeurs de société et des cadres répressifs, ni des indemnités des parlementaires bourgeois et encore bien moins des indemnités que perçoivent les ministres qui sont environ dix fois supérieures aux salaires revendiqués par les producteurs, soit 1 200 F minimum par mois pour 40 heures par semaine. Et sans aucune gêne, il poursuit : « Nous jugeons irréalistes, bien que faciles, les propositions de fixation d'un plancher qui n'aurait, dans le mouvement en avant de l'économie, qu'un intérêt éphémère ». Il va de soi qu'il s'agit ici de la revendication des 1 000 F mis en avant depuis quelques années par les dirigeants révisionnistes et réformistes, et qui est largement dépassée par toutes les hausses de prix comme nous l'avons précisé dans notre presse.

Et ce premier légionnaire ose parler de plein emploi alors qu'il y a près de 800 000 sans travail. Il affirme : « La croissance est parfois injuste aussi pour les salariés, même quand le plein emploi est pratiquement atteint, comme c'est le cas en ce moment, — (une paille, 800 000 sans travail !) —, en dépit des prévisions pessimistes que certains répandaient, il n'y a pas si longtemps ». Sur un ton rigide, il poursuit en proposant des « mesures », — celles de ses prédécesseurs —, d'ailleurs inscrites dans le VI^e plan : « Elle (la croissance) est parfois injuste pour les jeunes à la recherche d'un premier travail, pour les salariés contraints à changer de métier de nouvelles mesures, comme l'indemnité d'attente ou des primes de mobilité seront prises pour pallier les inconvénients des mutations professionnelles ou géographiques ».

Ce légionnaire se « soucie » également des travailleuses (souci bien légitime dans le cadre de l'électoratisme) en prévoyant : « Pour l'avenir, un projet de loi tiendra à l'égalité effective les salaires masculins et féminins ». Cela, c'est aussi la formule de bonne aventure de Mme Soleil. Et, concernant les conditions de travail : « le gouvernement créera sur proposition du ministre des Affaires sociales — (celui-ci, au moins, il s'accommode à pas mal de sauces, agriculture, éducation nationale et aujourd'hui affaires sociales) — un organisme pour l'étude et l'amélioration des conditions de travail qui, dès 1973, avec l'aide de l'Etat, mais en dehors de lui, fera le bilan des expériences françaises et étrangères, étudiera les suggestions, proposera des expériences et analysera les résultats ». Pendant que cet organisme bureaucratique étudiera, analysera, se travaillera en longueur,

les ouvriers, eux, subiront sans cesse l'accélération des cadences. Peut-être même que cet organisme conseillera la meilleure façon de tirer le maximum de la force de travail des ouvriers pour le moindre salaire ?

Sans se départir, ce risque tout, qui ne connaît absolument rien des conditions concrètes de la classe ouvrière mais beaucoup plus du colonialisme, enseigné par ses maîtres capitalistes, propose : « Dès cette session, le Parlement aura à connaître d'une réforme du droit de licenciement destinée à mieux protéger les salariés contre les renvois abusifs et non motivés ». Tout licenciement, quel qu'il soit, est à notre sens abusif, qu'il soit motivé ou non, rien ne changera sa nature de classe.

L'ouvrier licencié est contraint de rejoindre l'armée de réserve des sans-travail. Quel que soit le motif, « difficultés économiques » ou tout autre, y compris « la faute grave », invoqué par le patron, le résultat reste le même, c'est le chômage. S'il porte son affaire en prud'hommes, il faudra des années pour en voir la fin, y compris toutes les tracasseries bureaucratiques de la justice bourgeoise. Tout cela pour un médiocre résultat dans bien des cas qui restera en définitive un jugement de classe.

Mais, me diriez-vous, « l'opposition de gauche » a fait entendre sa voix ? N'y-a-t-il pas le programme commun de gouvernement du P.C.F., du Parti socialiste et de certains radicaux ?

Mais oui, c'est Mitterand La Francisque, allié à Marchais Le Volontaire en Allemagne nazie, qui a déclaré : « Toutes ces mesures, que vos prédécesseurs avaient énergiquement refusées, figurent dans le programme commun de la gauche. Ce grappillage, dont nous nous réjouissons — même si nous nous faisons peu d'illusions sur la suite financière qui lui sera donnée, — montre que l'approche des élections est pour vous le commencement de la sagesse ».

Des promesses, la classe ouvrière en a fait l'expérience depuis des décennies et elle sait que pour arracher ses revendications, elle ne peut l'imposer que par le combat classe contre classe.

« Opposition » et « majorité » ont donc le même programme mystificateur envers la classe ouvrière. L'une et l'autre se retrouvent belle et bien dans le même camp, dans le camp de la contre-révolution pour empêcher la révolution prolétarienne. Mais cette tromperie n'est que provisoire car « le peuple, le peuple seul est la force motrice, le créateur de l'histoire universelle » (Mao Tsé toung).

Pour les subordonnés aux monopoles, Messmer déclare : « Les adeptes de la violence se prennent pour des esprits d'avant-garde, parce qu'ils refusent notre civilisation... » Quant à ceux qui s'affublent du masque de socialiste, voici ce qu'ils disent dans la troisième partie du programme commun de gouvernement au point 6 du chapitre 1 : « Les mouvements qui utilisent la violence armée ou appellent à l'utiliser seront interdits conformément à la législation établie en 1936 » (1).

Ainsi l'unité de pensée des contre-révolutionnaires est identique vis-à-vis de la classe ouvrière, seule classe révolutionnaire jusqu'au bout.

Le marxisme-léninisme, la pensée-maotsétoung nous enseignent : « Sans révolution violente, il est impossible de substituer l'Etat prolétarien à l'Etat bourgeois ».

Allons de l'avant. Renforçons l'avant-garde du Parti du prolétariat pour créer les conditions nécessaires à la Révolution prolétarienne.

Luc DACIER.

(1) Cette loi établie sous la III^e République visait les ligues armées fascistes. C'est la loi qu'a utilisée le pouvoir bourgeois pour interdire le 12 juin 1968 onze organisations dont le Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France (P.C.M.L.F.).

S. N. C. F. : AVENTURISME ?

Avignon, le 6 octobre 1972.

La grève de 24 heures-à-répétition est suspendue : le mécanisme s'est enrayé, ou bien le chargeur est vide ?

Le mercredi 4, Peyremorte, au nom du comité de grève, s'exclamait : « Il n'est pas question de reprendre avec des clous... » !

Dix-huit heures plus tard, au micro de « France-Inter » (jeudi 5, à 13 heures), Charles Massabiaux annonçait que la grève allait cesser dans l'après-midi ; et la radio de commenter : « M. Charles Massabiaux est toujours très bien informé. »

Aussi, l'assemblée générale réunie le jeudi à 17 heures était plutôt houleuse lorsque Paganelli annonça la reprise pour 18 heures... avec des clous !

En effet, on a fait faire 5 jours de grève aux agents de conduite, et ils auront 5 jours de retenues. Ils croyaient lutter pour leurs revendications : amélioration des roulements, du travail de nuit, des conditions de couchage (par exemple, à Toulouse, on couche dans la gare et le trafic ne s'arrête pas de toute la nuit, impossible de dormir), des cantines (en particulier leur ouverture le dimanche). Mais, pendant ces 5 jours, les « responsables » n'ont pas cessé d'expliquer que la grève ne servait qu'à obtenir une entrevue avec Tredé, directeur régional.

Les grévistes croyaient qu'ils n'avaient été prévenus de la grève qu'une demi-journée avant pour garder le secret et avoir l'effet de la surprise. Mais le « comité » a avoué publiquement que la direction avait été prévenue longtemps à l'avance, bien avant les intéressés, qui, eux, font tous les frais et ont tous les risques. Ainsi, un plan de transport a pu être préparé par la S.N.C.F., minimisant les effets de l'action.

Tredé a tenu la dragée haute, et il avait tous les motifs pour le faire puisque le comité de « grève » proclamait sa volonté de ne pas se battre mais de discuter. Tredé a exigé la reprise avant le début des discussions, et le comité a flanché : les discussions ont commencé immédiatement après la fin du mouvement. Tredé l'avait proposé dès le lundi 2 à la radio !

Déjà, le porte-parole du comité nous prévient que « les discussions seront longues », mais qu'on bradera un accord (« Je pense qu'elles seront positives », « La Marseillaise » du 6 octobre 1972, page 13). « Cependant, nous insistons pour dire que le mouvement est suspendu, mais pas terminé », ajoutent-ils, de même qu'on peut dire que la capitulation n'est pas le traité de paix.

Alors, avait-on le droit d'engager les agents de conduite de la région dans une grève de près d'une semaine pour

un objectif aussi léger : l'ouverture de discussions ? Et pour un résultat ridicule : flancher devant un directeur qu'on a traité « d'orgueilleux intransigeant » (« La Marseillaise », page 3, « Régionale Avignon », du 6 octobre 1972) ?

N'est-ce pas là de l'aventurisme pur et simple ?

Ou bien, comme le pensent certains cheminots, les organisations syndicales ont-elles voulu tester la combativité de leurs adhérents par une grève pressibouton qu'on a arrêtée quand la solidarité a commencé à se manifester spontanément (dépôt de Grenoble, Gare de Lyon-Banlieue à Paris, par exemple) ?

Ou bien encore, certains dirigeants

syndicaux n'ont-ils pas calculé qu'avec une grève assez longue, facile à déclencher parce que justifiée, mais régionale et uniquement catégorielle, on diviserait encore plus roulants et non-roulants ? Qu'on découragerait ces derniers de se lancer dans une lutte dure et prolongée avant les législatives ? Et qu'ainsi « on » n'effraierait pas le grand capital dont « on » espère devenir les ministres ?

Quand un syndicat ouvrier renonce aux perspectives révolutionnaires pour s'enfoncer dans le marécage de l'électoratisme, il gagne peut-être en roublardise, mais à coup sûr il dévie de la ligne juste de défense des intérêts des ouvriers.

Correspondant « H.R. ».

CHEMINOTS,
COMMANDEZ

« HIERARCHIE CAPITALISTE A LA S. N. C. F. »

— Brochure éditée en supplément à « l'Humanité Rouge » n° 150 —
PRIX : 2 Francs. — Ajouter 20 % du prix de la commande pour frais d'envoi.

CLASSE CONTRE CLASSE

L.M.T. (Laval) :

— 40 H. sans diminution de salaire

— 1.000 F. minimum

Camarades,

Une grève vient de se déclencher dans les usines L.M.T. de Laval. Déjà, depuis plus d'une semaine des grèves tournantes se déroulaient sur les chaînes pour appuyer les revendications avancées par la C.F.D.T. et la C.G.T. :

— 40 heures sans réduction de salaire ;

— 1.000 F minimum tout de suite.

Après ces grèves tournantes la Direction n'a accordé que :

— passage de 45 h à 40 h avec réduction de salaire correspondante ;

— augmentation hiérarchisée d'une moyenne de 50 F par mois.

Les ouvriers et ouvrières des deux usines L.M.T. ont alors décidé, face à ces miettes proposées par la direction, aujourd'hui mardi 3, de déclencher la grève générale reconductible jusqu'à satisfaction des revendications, avec occupation des locaux par des piquets de grève.

A l'initiative du C.D.H.R. s'est formé aussitôt un comité de soutien regroupant H.R.-P.S.U.-Ecole Emancipée.

Nous vous tiendrons au courant de l'évolution de cette grève et de l'action que nous allons pouvoir mener dans le cadre du comité de soutien.

Correspondant H.R.

Nouvelles Galeries (Dijon) :

Pas de petits profits pour les patrons

« Camarades,

Je tiens à signaler votre attention sur ce fait.

Aux Nouvelles Galeries de Dijon, les vendeuses disposent de deux toilettes où elles peuvent se reposer lors de leur quart d'heure réglementaire et où, surtout, elles peuvent se rafraîchir, ce qui est bien normal, compte tenu de la chaleur dans le magasin et du travail particulièrement épuisant.

L'un de ces « coins-repos » était muni d'un appareil distributeur de boisson (50 centimes), l'autre était approvisionné en boissons gratuites.

Et bien, maintenant cela est terminé. En effet, depuis le mois de septembre, les deux toilettes sont désormais pourvues d'appareils payants. Maintenant les patrons font donc payer aux vendeuses leur droit au rafraîchissement et cela pour le compte d'une société spécialisée dans les appareils de libre-service.

Certains diront que ce n'est qu'un petit détail ou, mieux, que cette revendication à la boisson gratuite est corporatiste. Mais cette décision traduit bien l'attitude sournoise du capitalisme s'efforçant de rogner tous les avantages que les vendeuses ont acquis lors de leurs luttes.

A cela une seule solution : la lutte classe contre classe.

Correspondant H.R.

P. T. T. (Clermont-Ferrand) :

PAS DE TRAVAIL SUPPLÉMENTAIRE

A Clermont le tri du matin avant le départ en tournée se fait en deux fois : le tri général (Lettres, journaux, imprimés) a lieu de 6 h à 6 h 30. Ensuite, pendant qu'on commence à classer les tournées, il y a un train (« le Bordeau ») qui arrive vers 7 heures, avec quelques quotidiens et quelques lettres. On le trie en 5 mn, vers 7 h 30, avant de partir en tournée et les quelques lettres sont intercalées rapidement dans les boîtes classées.

Mais un beau jour de la mi-septembre, il n'y a presque rien eu au 1^{er} tri, tout est venu au 2^e. On n'a pas trop bougé. On a fait le tri quand même. Le lendemain, pareil. On a rouspété plus fort, mais on en a trié quand même. « Une ou deux fois n'est pas coutume », pensait-on. Résultat, à 9 h on était toujours à la poste (d'habitude la tournée commence vers 8 h - 8 h 1/4.

Les jours suivants ça a continué pareil. Inutile de dire que la tension a monté. Ça a même commencé à chauffer pas mal, jusqu'à ce que finalement un inspecteur, en donnant des explications embarrassées, a laissé échapper le pot aux roses : pour « rentabiliser », la S.N.C.F. avait supprimé le wagon qui contenait les imprimés du matin, et ceux-ci arrivaient donc beaucoup plus tard !

L'administration nous avait pris pour de bonnes poires. La main dans la main avec les compères de la direction S.N.C.F., elle voulait nous faire supporter une fois de plus le poids de la « rentabilisation » qui, comme son nom l'indique, consiste à remplir les poches des capitalistes sur le dos du peuple.

La riposte a été immédiate : il n'y a pas eu de 2^e tri. Le lendemain, comme rien n'avait changé, on a recommencé la grève. Cette fois on n'a pas trié non plus l'après-midi. La paperasse des capitalistes a commencé à s'amonceler dans la salle.

Voyant notre détermination unanime, l'administration a commencé à s'affoler quelque peu. Ils ont arrêté

les jérémiades humanistes sur les pauvres imprimés et journaux que les clients n'allaient pas recevoir. (En réalité ils s'inquiétaient pour les gros sous des trusts, dont certains vivent principalement de la vente par correspondance). Ils sont allés trouver la direction de la S.N.C.F.

Au bout du 3^e jour le courrier est arrivé à nouveau normalement. Une fois de plus, L'UNITE A LA BASE ET DANS L'ACTION des facteurs a fait reculer l'administration vendue aux monopoles.

C'est des luttes comme celle-ci, CLASSE CONTRE CLASSE, classe ouvrière contre bourgeoisie, préposés

contre administration des monopoles qui permettront de stopper l'offensive des capitalistes, de les mettre sur la brèche, et de préparer la révolution prolétarienne qui instaurera en France la dictature du prolétariat, c'est-à-dire la démocratie pour les ouvriers, et la dictature sur les bourgeois. C'est cette dictature qui permettra d'obtenir de façon durable des conditions de travail convenables, sans qu'elles soient, comme dans la triste société actuelle, sans cesse remises en cause par la soif insatiable des profits des patrons qui nous suçent comme des parasites.

Clermont, correspondant H.R.

Les facteurs refusent de distribuer les imprimés sans adresses

Les imprimés de la publicité capitaliste (dont les adresses sont faites à l'aide de toutes sortes de fichiers d'origines souvent douteuse, n'est-ce pas M. Tomasi ?) sont acheminées à peu de frais par les P.T.T. : l'administration compréhensive et dévouée aux monopoles leur fait les prix doux : rien de comparable avec les 0,50 F d'une lettre ordinaire du peuple ! Mais comme ils disent eux-mêmes : « on n'en a jamais assez ». C'est maintenant des imprimés sans adresse (I.S.A.) qu'ils voudraient nous faire distribuer, des tracts publicitaires comme on en trouve tous les jours dans les boîtes aux lettres.

C'est ainsi que l'autre jour un inspecteur est venu nous voir à la salle de tri avec un plein chariot d'I.S.A. Il était tout sourire. On le comprend : il avait dû toucher 4 centimes par I.S.A., rien que pour permettre à son copain P.D.G. de nous les faire distribuer.

Son sourire devient mielleux : « ceux qui veulent des I.S.A. peuvent venir en chercher ».

Le tri continu. Les préposés le regardent du coin de l'œil.

Il s'approche du micro : « Qui veut des I.S.A. ? ».

« Personne ! » répond une grosse voix au fond de la salle. Personne ne bouge. Son sourire jaunit quelque peu.

« Il y a des I.S.A. à distribuer. Venez en chercher quelques-uns. »

Personne n'arrête le tri. Son sourire ressemble de plus en plus à une grimace de constipé. Il sautille d'un pied sur l'autre. Les facteurs commencent à rigoler.

Finalement, dix minutes plus tard, il repart comme il est venu : en trainant son chariot plein d'I.S.A. Aucun facteur n'est allé en prendre, malgré les offres « alléchantes » (4 centimes par tract). Son coup a manqué. Les facteurs unis à la base ont refusé en bloc cette nouvelle soumission du service public aux intérêts des trusts.

Mais vigilance ! Ceux-ci ont plus d'un mauvais tour dans leur sac ! Ils reviendront à la charge ! La lutte continue jusqu'à la révolution prolétarienne qui permettra de les mettre définitivement hors d'état de nuire.

Correspondant H.R.

PARMI LES LUTTES DE LA SEMAINE

USINE FOSECO à Donchéry.

Les 350 travailleurs de l'usine FOSECO (produits chimiques) à Donchéry près de Sedan déposent le 18 septembre leur cahier de revendication à la direction. Ces revendications sont :

— 50 F d'augmentation mensuel pour tous ;

— intégration des heures de compensation au salaire de base ;

— 1 heure d'information payée pendant les heures de travail ;

— prime de vacances de 250 F.

Le 22 septembre la direction donne pour toute réponse aux revendications qu'une augmentation de 20 F.

Le 5 septembre les travailleurs déclarent la grève. Un comité de grève est élu qui comprend une quinzaine d'entre eux, syndiqués et non-syndiqués. Un piquet de grève est installé à la porte d'entrée de l'usine. Au-dessus de cette porte un drapeau rouge et une inscription : « Les ouvriers peuvent faire marcher les usines sans les patrons, mais sans les ouvriers que feraient les patrons ? »

La direction tente l'intimidation en envoyant des lettres à chaque famille, mais rien n'y fait, la grève continue.

ETABLISSEMENTS PHILDAR à Roubaix.

La grève se poursuit toujours aussi fermement depuis le 19 septembre pour une augmentation de salaire minimum de 0,40 F de l'heure. Les propositions insuffisantes de la direction 0,23 F pour les préparateurs et 0,18 F pour les travailleurs du service expédition ont été rejetées. De nouvelles négociations ont eu lieu le 29 septembre mais sans résultat et l'unanimité des grévistes a décidé la poursuite de la grève.

D'autre part les employés du service comptabilité de l'usine Phildar, rue Avelguen, se sont mis eux aussi en grève illimitée à la suite de l'échec de la réunion employés-direction du 29 septembre.

La grève se poursuit.

I.H.F. à Croix (Nord).

150 jeunes travailleurs de l'International Harvester France (I.H.F.) à Croix sont en grève depuis le 20 septembre pour de meilleures conditions de transport. Ces travailleurs habitent la région de Lens et ont 2 heures de car aller et retour par jour. Leur mouvement a débuté à la suite d'un retard de 3/4 d'heure dû au transporteur et que la direction a refusé de payer.

FABRIQUE DE KAOLIN à Plémet.

En grève depuis plus de 15 jours, les 120 grévistes passent à une nouvelle forme d'action : ils capturent le directeur M. Péré. Il est autorisé seulement à circuler dans l'usine.

Nantes.

La grève s'étend dans le bâtiment de Loire-Atlantique. Les ouvriers de nouvelles entreprises se sont joints à la grève engagée par leurs camarades depuis le 22 septembre.

ENTREPRISE BIG-DUTCHMANN à St-Carrouc (Côtes-du-Nord).

Devant la détermination des 50 grévistes qui poursuivent leur grève illimitée pour une augmentation de 0,75 F de l'heure pour tous le P.D.G. de la société décide la fermeture de l'atelier.

L'atteinte au droit de grève est flagrante et les grévistes vont décider de l'action à suivre.

La solidarité s'est déjà manifesté. Chaque ouvrier a reçu 200 F.

CHANTIERS NORMANDS REUNIS à Courseulles-sur-Mer (Calvados).

Depuis le 26 septembre les ouvriers tôliers, soudeurs et un grutier soit 18 ouvriers sont en grève illimitée pour leurs revendications salariales (alignement des salaires sur ceux de Caen).

La C.F.T. : chien du capital

Dès l'apparition de la classe ouvrière, ceux qui s'enrichissaient de son exploitation ont tenté de la museler, de lui interdire de se regrouper, de se concerter, de s'organiser.

En vain. Par ses luttes, ses grèves, son sang versé, elle a arraché le droit de se syndiquer pour la défense de ses intérêts de classe.

Depuis lors, les patrons et leur pouvoir ont toujours cherché à susciter de faux syndicats — les fameux « syndicats jaunes » — destinés à défendre, non pas les travailleurs, mais les intérêts et les profits de leurs exploités.

Un passé nauséabond

Un second courant se compose d'anciens membres du P.C.F., ayant renié le Parti au lendemain du pacte germano-soviétique, pour rallier l'ennemi de classe. Les plus connus sont Sulpice Dewez et Parsal, alias Puech.

Un troisième courant est issu du R.P.F. C'est l'époque où des luttes ouvrières puissantes incitent les gaulistes à « s'intéresser » à la classe ouvrière : dans le Nord, à Saint-Etienne, Béziers, Montpellier, des émeutes ont lieu, de longues et dures grèves se développent. Parmi ces derniers, signalons Manuel Bridier et Jacques Baumel.

L'amalgame de ces diverses tendances se réalise donc à ce moment. Mais pour peu de temps. Toute l'histoire des « syndicats indépendants », au cours de ces vingt dernières années, est une longue suite de querelles, scissions, procès, manœuvres politiques et policières. Elle témoigne des luttes de clan au sein du grand patronat et de son hésitation entre plusieurs tactiques pour tenter de chloroformer la classe ouvrière.

Au cours de l'une de ces querelles de famille, en 1953, un coin du voile est levé par les protagonistes sur les dessous malodorants de leur foire d'empoigne !

A la tribune de l'Assemblée nationale, un député dénonce : « Certains personnages qui se révèlent plus puissants que le ministre du Travail et cherchent à démolir le syndicalisme indépendant par

L'ascension de la C.F.T.

En novembre 1967, après sept scissions ou vagues d'exclusions et trois tentatives de rapprochement, une nouvelle réunification donne naissance à la C.F.T. qui éclipsa peu à peu ses nombreux confrères en déconfiture.

Quels sont les hommes qui la composent ?

A l'origine, elle est présidée par Marcel Driot. Celui-ci, ancien volontaire de l'armée franquiste, a été membre du « Service d'ordre légionnaire » de Joseph Darnand. Au moment du putsch des généraux, en rapports étroits avec J.-J. Susini et le général Salan, il fait adopter une résolution appelant ses adhérents « à se considérer comme mobilisés sans restriction au service de la Vraie France représentée par les généraux Salan,

Un programme fasciste

Le programme de la C.F.T. est bien de la même eau. Qu'on en juge par ces quelques positions :

« La C.F.T. propose des solutions aux problèmes économiques et sociaux dans le cadre des communautés naturelles de base : la famille, les entreprises, les professions, les organisations professionnelles intégrées à la vie de la nation... » Cet extrait de ces statuts ne rappelle-t-il pas étrangement la « Charte du travail » pétainiste ? Et c'est en ces termes que son secrétaire général applaudissait le plan d'austérité, au lendemain de la dévaluation du franc : « Le travailleur

Officiellement, le « syndicalisme indépendant » récent est né le 5 juin 1948 avec la création d'un « Comité général des syndicats indépendants » (C.G.S.I.). Il regroupe « des hommes d'origine et de formation diverses ». Un point pourtant les rassemble : ce sont tous de féroces ennemis de la classe ouvrière.

Le premier courant est formé d'anciens collaborateurs, vichysois enragés, proche de Belin — ancien ministre du Travail de Pétain — et Dumoulin. Ils ont participé à leurs côtés à l'élaboration de la fameuse « Charte du travail » de Pétain.

des biak, par des manœuvres subalternes, en cherchant notamment à lui susciter d'insurmontables difficultés financières. Qui sont ces personnages ? Il y a M. Belin, théoricien du syndicalisme de Vichy ; il y a Albertini, homme de paille des Allemands pendant la guerre, comme il est maintenant l'homme de paille de certains milieux politico-financiers, homme de confiance de M. le Préfet de police Baylot... Il y a Pascal... qui s'était mis au service de l'occupant dès la débâcle de 1940. Il y a toute une brochette d'anciens doriotes et d'anciens miliciens, hommes qui disposent de beaucoup d'argent, de peu de scrupules... »

Et la tendance adverse de vilipender à son tour : « Cette équipe... s'est servie de l'injure, de la calomnie, de la diffamation, de l'imposture. Elle s'est vautrée dans la fange... De la connivence avec un groupement politique, elle est passée au flirt avec une formation politique dissidente... Elle a sollicité les organisations patronales. Certains de ses membres sont en contact étroit avec la police. »

Arrêtons là ces échanges d'injures. Ces quelques échantillons sont suffisamment révélateurs pour démontrer sur quel fumier s'est développé la fine fleur du « syndicalisme indépendant ». « Indépendant », il ne l'est donc, depuis ses origines jusqu'à maintenant, ni des organisations patronales, ni de leur pouvoir politique, ni de leurs banquiers, ni de leurs polices officielles ou parallèles.

Challe, Zeller, Jouhaud, pour l'opération « Algérie française ».

Nombre de ses dirigeants ont été proches de Vichy — partisans de la Charte du travail, membres de la Milice ou même des « Waffen S.S. » — et ont manifesté ouvertement leurs sentiments « Algérie française » à l'exemple de leur secrétaire général Jacques Simakis.

Quant à Louis Mauger, autre secrétaire, il éditait, en 1951, une revue dont le premier numéro déplorait que « bon nombre d'ouvriers, leurrés par la C.G.T., se sont laissés aller à des excès sauvages, à des brutalités, à des crimes aussi, à l'égard des patrons sociaux... » avant de préconiser la création de syndicats professionnels mixtes... regroupant patrons et ouvriers !

doit comprendre que cela suppose le renoncement à des routines, des habitudes, des commodités... » ! Quant à Morreau, responsable national, il appelle « à sortir de la subjectivité pour la réalisation d'un progrès dont on ne cherche pas, dans le moment, à savoir, au juste, ce qu'il rapportera à l'un ou à l'autre. On peut s'accorder pour travailler ensemble à conquérir le marché australien, ou à produire, avant tout le monde, le premier avion commercial à décollage vertical... »

Et encore sur :

— LA PARTICIPATION : « Etant avant tout un état d'esprit, la C.F.T. estime que cette participation implique, en premier lieu, l'abandon de la lutte des classes et de la contestation systématique. »

— LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS : « Nous refusons l'intégration massive. Il y a 1 million de nègres et

autres en France, utilisés pour casser le marché du travail. Or, il est bien connu que ce sont toujours les plus mauvais qui quittent leur pays... »

— LES FEMMES : « La C.F.T. estime que la rémunération des travailleurs devrait permettre à leurs femmes de rester au foyer et d'y exercer leur rôle dans le cadre de la famille. »

Des amis puissants

Nous apprenons, par un communiqué de la C.F.T., qu'une « émouvante cérémonie » s'est déroulée le 1^{er} mars 1971, à son propre siège : le ministre de la Recherche scientifique, en personne, Bernard Lafay, remet à Simakis la médaille d'argent de la Ville de Paris, Et l'information poursuit :

« MM. Malaud et Bord, respectivement secrétaires d'Etat à la Fonction publique et à l'Intérieur, empêchés par leur charge, avaient tenu à se faire représenter par leur chef de Cabinet.

« MM. les Ministres Fontanet (Travail), Vivien (Logement) et Fanton (Défense nationale) s'étaient fait excuser, ainsi que MM. les Députés Bousquet et Poncelet.

« M. Griotteray, député du Val-de-Marne, M. Dubreuil, maire du 2^e arrondissement de Paris, étaient présents. »

A de nombreuses reprises, d'importantes cohortes de la C.F.T. ont été reçues à Matignon, au ministère des Affaires sociales, pour réclamer la représentativité nationale. On les a écoutés avec beaucoup de compréhension et, sans oser encore aborder le problème de face, on le grignote bouchée par bouchée. C'est ainsi que la C.F.T. a été

reconnue représentative successivement dans les transports, les grands magasins, la chimie.

La C.F.T. s'est également entendue avec Gaston Defferre qui, d'après elle, l'a écoutée dans « une atmosphère de cordiale compréhension » et se serait engagé à lui apporter son plein appui. On attend encore un démenti de l'intéressé.

Sur le plan international, enfin, la C.F.T. n'est pas inactive. Elle a conclu un accord avec la C.I.S.N.A.L., centrale syndicale rattachée au M.S.I., parti néofasciste italien. Et M. Carillero, attaché social de l'ambassade d'Espagne à Paris, honoraire de sa présence son dernier congrès. Tout cela explique que, malgré les modestes 2 F de cotisations mensuelles demandés aux adhérents, Simakis soit optimiste : « Nous aurons peut-être un jour nos organismes bancaires, nos services de logement, de crédit... » (interview à « Valeurs actuelles »).

En attendant cet âge d'or, tout le courrier de la C.F.T. a longtemps été envoyé aux frais de la direction centrale de l'O.R.T.F. Il y a eu quelques voix pour s'en étonner !

Règner par la terreur

Tous ces faits ne sont peut-être pas connus des travailleurs. Mais ils ne peuvent pourtant garder d'illusions sur sa nature quand ils voient la C.F.T. au travail dans leur usine.

A Chrysler-France, bastion des nerfs de la C.F.T., le secrétaire du syndicat a été longtemps... le directeur des services sociaux ! Il y existe toute une équipe de collecteurs, grassement payés — 1 pour 30 travailleurs — qui disposent de deux heures par jour pour contrôler les ouvriers placés sous leur surveillance. Les travailleurs sont ainsi soumis à un véritable quadrillage. Le chantage y est permanent. C'est ainsi que, à l'annulation des élections professionnelles frauduleuses de 1970, a répliqué une charrette de 400 licenciements !

Brimades et violences sont monnaie courante à Citroën, Hispano-Suiza, Chrysler. Régulièrement, des expéditions punitives sont organisées contre des militants syndicaux et politiques, roués de coups, assommés à coups de manches de pioches, expédiés pour plusieurs semaines à l'hôpital afin de « ré-

fléchir ». Récemment, on a même vu un commando C.F.T. de Citroën-Rennes poursuivre de jeunes diffuseurs de tracts à la porte de l'usine, renverser la vieille « Dauphine » où ils s'étaient réfugiés et y mettre le feu !

A l'embauche, c'est la carte forcée pour tous les travailleurs immigrés et de nombreux travailleurs français. Aux élections professionnelles, on alterne les propositions alléchantes et les menaces : des guetteurs sont postés sur des passerelles qui dominent les isolements. Gare à celui qui « vote mal ». Il sera impitoyablement « consigné ».

La répression fasciste s'exerce à grande échelle et voit loin. C'est ainsi que le syndicat C.F.T. de la branche automobile a pu affirmer qu'il était « structuré de façon à faire face à l'avenir, tant dans les cinq principales entreprises automobiles françaises que dans les autres entreprises, à des situations semblables à celle de chez Renault actuellement où des débrayages sur certaines chaînes de fabrication bloquent les chaînes de montage. »

Les deux actes de l'offensive anti-ouvrière

Sans aucun doute, le développement récent de la C.F.T., de ses hommes de mains et milices patronales, n'est pas le fait du hasard. Elle rencontre les sympathies ouvertement affirmées de nombreux requins des milieux politiques et patronaux, qu'effraie la combativité croissante de la classe ouvrière. Ceux-là estiment qu'il est temps de la mater et se forgent des bandes armées à cette fin.

Mais les capitalistes ne sont pas non plus tous d'accord, ils ne sont surtout pas assez bêtes pour mettre tous leurs œufs dans le même panier. Et ils continuent, dans le même temps, à jouer les sirènes tentatrices auprès des organisations que la classe ouvrière s'est jadis forgée pour la lutte : « Venez vous assoir autour de ce tapis vert... Acceptez ce nouveau fauteuil dans un Conseil d'administration... Que diriez-vous d'un nouveau groupe de travail pour discuter de ce problème ? »

Et, vraiment, pourquoi se priveraient-ils d'agir ainsi, puisqu'ils constatent que cette tactique marche si bien ?

Elle correspond, en effet, étroitement à ce que les dirigeants confédéraux de la C.G.T. baptisent « une action syndicale responsable et efficace ».

C'est ainsi que, au lieu d'appeler la classe ouvrière à lutter dans les usines contre les bandits de la C.F.T., à refuser de travailler le fusil dans le dos, ils préfèrent aller tirer les sonnettes des ministères pour protester contre ses prétentions à la représentativité.

Non ! Si on ne discute pas avec les fascistes, on ne discute pas non plus à leur sujet : on les écrase !

Travaillons sans trêve à souder le Front unique prolétarien sur de fermes positions classe contre classe. Lui seul pourra avoir raison de la classe capitaliste, de sa brutalité comme de sa ruse.

MAI-JUIN 68 : des millions de travailleurs et d'étudiants manifestent leur détermination d'en finir avec le système capitaliste.



Face à ce mouvement de masse sans précédent, le gouvernement bourgeois riposte, en toute logique réactionnaire : répression et fascisation.



Après la trahison des chefs syndicaux à Grenelle, aucun problème n'a été réglé. Aussi les travailleurs déclenchent des grèves de plus en plus déterminées.



ILS SONT AU POUVOIR ET VEULENT Y RESTER

Depuis la conférence de presse tenue par Pompidou au cours de laquelle il a affirmé qu'il se maintiendrait au gouvernement par tous les moyens, de nombreux événements sont intervenus. Leur importance est telle qu'il est possible aujourd'hui d'affirmer que la menace fasciste s'est précisée de façon importante. Chaque intervention gouvernementale, les déclarations des membres de l'U.D.R. ou autres, sont autant de menaces contre les travailleurs et toutes révèlent une préparation active au fascisme. Nous vivons aujourd'hui une période d'exacerbation de la lutte des classes.

Dans la classe ouvrière qui voit ses conditions de vie et de travail s'aggraver, une profonde colère est accumulée, et il est certain qu'en de nombreux endroits il suffirait de

peu de choses pour qu'elle éclate. Les scandales ont discrédité considérablement le gouvernement auprès des larges masses de notre peuple. Plus nombreux que jamais, sont ceux qui ne VEULENT PLUS que cela dure comme avant.

Dans le camp d'en face, c'est-à-dire dans le camp des exploités, on PEUT DE MOINS EN MOINS gouverner comme avant. Au temps de la « concertation », a succédé celui de la menace. Les règlements de compte sont déjà largement faits. Après la liquidation de Chaban-Delmas, celle de ses partisans a été menée rondement. Les éléments les plus fascistes tiennent maintenant le haut du pavé. Cette pègre dévoile ses batteries et bien qu'en désaccord sur certains points, tous envisagent une solution fasciste pour conserver le pouvoir à leur classe.

L'U. D. R. S'ACCROCHE

Pour ceux qui se berçaient de l'illusion que le gouvernement se soumettrait à la volonté des bulletins de vote, les choses devraient être désormais claires. Il n'en sera rien. Lors de sa conférence de presse, Pompidou avait déjà clairement laissé entendre qu'il n'en tiendrait pas compte. Depuis, les points ont été mis sur les i. Prenant quatre fois la parole en une journée, Peyrefitte, secrétaire général de l'U.D.R., n'a laissé aucun doute. Tout en déclarant que dans les pays tels que l'Angleterre les partis pouvaient se succéder au gouvernement, il a ajouté que cela était inconcevable en France. Il a clairement affirmé que, quel que soit le résultat des élections, l'U.D.R. resterait au pouvoir. Il n'y aura pas « d'alternance » au pouvoir. L'U.D.R. est au pouvoir, elle veut y rester. Peyrefitte, après Pompidou, montre quel cas la bourgeoisie fait des élections. A sa façon, n'affirme-t-il pas que les élections ne sont au fond qu'une mascarade ?

N'y-a-t-il pas là objet à réflexion pour tous ceux qui pensent que le capitalisme pourra disparaître par la vertu des bulletins de vote ?

Que penser des dirigeants du P.C.F. qui, fidèles à eux-mêmes, continuent à entretenir l'illusion mortelle du « passage pacifique au socialisme » ?

Dans l'Humanité du 7 octobre, Laurent Salini demande : « Oui ou non, M. Pompidou et M. Peyrefitte accepteront-ils le verdict populaire, si celui-ci leur est défavorable ? Nous

attendons la réponse ». Mais la réponse est là, claire et nette, et il faut vouloir cacher les évidences pour ne pas la voir.

« Mais il est évident que l'U.D.R. qui sent souffler le vent de la défaite, tente d'inquiéter les Français. Dans des milliers de réunions, de rencontres, d'entretiens, les démocrates, eux, exposent paisiblement de quelle politique la France a besoin », voilà ce que trouve à dire Salini. A l'en croire, Pompidou menace pour faire peur mais il n'ira pas jusqu'au bout. Eh bien non ! La réaction n'a jamais reculé devant le crime et elle ne reculera jamais devant surtout lorsqu'on prétend lui opposer des réunions paisibles. Et Ballanger est encore plus clair lorsqu'il déclare :

« A Toulouse, Monsieur le Premier ministre, chef de l'U.D.R., vous avez appelé vos troupes au combat, à l'empoignade. Ripostez à coups de poing, même, avez-vous déclaré, appelant ainsi les gens du S.A.C. et des C.D.R. qui n'en ont pas besoin, à la violence. Quel signe de désarroi ! quel aveu de votre panique avant le jugement populaire ! Pour nous, avec le calme et la tranquillité de ceux qui ont avec eux la raison et le cœur, nous continuerons notre combat pour l'unité des forces démocratiques, pour l'Union populaire, pour les solutions contenues dans le programme commun de gouvernement, un combat pacifique, un combat d'idées. Ces idées généreuses, nous les soumettons au peuple français, avec la

conviction profonde que nous serons entendus ».

Lorsque la réaction se prépare à recourir à la violence, tout ce que Ballanger trouve à proposer c'est « un combat pacifique, un combat d'idées ».

En ces jours, la responsabilité des dirigeants du P.C.F. est plus grande que jamais. Leur politique ne peut mener qu'à livrer les travailleurs à un ennemi sans scrupules.

« ORDRE NOUVEAU » FIDÈLE A HITLER

Le 30 septembre s'est tenue une réunion des nazis d'« Ordre Nouveau ». Cette vermine qui fait du racisme son cheval de bataille devait déclarer : « Dans cette protection de la communauté, l'immigration et l'assimilation des étrangers sont un des soucis majeurs. Rien ne sert de veiller aux frontières si une invasion spécifique et légale change la nature et le particularisme de la nation française ». Hitler ne parlait pas autrement. Il a mal fini et le même sort attend ses héritiers.

Des appels à la violence contre les travailleurs

A Toulouse, Messmer déclarait :

« Si vous recevez un soufflet sur la joue droite, ne tendez pas la joue gauche. Répondez de préférence par un bon coup de poing. Ceux qui sont plus énergiques n'attendent pas le soufflet et donnent le coup de poing les premiers ».

Son appel fut repris et tel député U.D.R. s'exclamait : « Ils ont voulu nous taquiner avec des pailles fines, ils recevront des poutres sur la tête ». Et Sanguinetti de lancer :

« Considérez-vous comme mobili-

sés... nous allons en découdre pour le bien de la nation ».

Ces déclarations sont sans équivoque. Et la nomination de l'ex-dirigeant des S.A.C., Pasqua, au poste de président de « l'Amicale présence et action du gaullisme » montre assez de quoi il retourne. Ces préparatifs sont si évidents que même un dirigeant socialiste devait déclarer : « Nous sommes devant une menace réelle de coup de force » et l'ex-U.D.R. Vallon : « Il est à craindre que le ton ne cesse de monter et que, finalement, la violence tout court ne remplace la discussion ».

Le grand jeu de Giscard d'Estaing

Après avoir annoncé qu'il ne ferait pas de déclaration de caractère politique durant un an, Giscard d'Estaing est en effet resté silencieux. Ce qui ne veut pas dire qu'il soit resté inactif, loin de là ! Celui qui fut accusé d'être de mêche avec l'O.A.S. (voir H.-R. n° 159) est un habitué de l'action souterraine. Après avoir réussi à liquider certains des éléments jugés trop « libéraux » tels Chaban-Delmas en faisant révéler des scandales sur leur compte, il a estimé que son heure était venue.

Une semaine avant ses déclarations, la presse hebdomadaire et quotidienne le mettait en « vedette ». Le quotidien fasciste l'Aurore, dont le soutien lui est acquis, titrait « Pleins feux sur Giscard d'Estaing ».

Puis, dans la même semaine, lors d'une émission de télévision, Poniatsky déclarait : « ... les républicains indépendants sont devenus un grand mouvement politique » et « Le pouvoir se personnalise dans tous les pays modernes et les formations politiques ne s'expriment que par leurs dirigeants. On leur demande une dimension nationale et des qualités d'homme d'Etat. Notre président national (Giscard d'Estaing) répond à ces deux conditions ». Auparavant Poniatsky avait signé un appel en compagnie de l'ex-chef O.A.S. Jouhaud pour l'annulation des criminels de cette organisation.

Pendant ce temps, Griotteray, député républicain indépendant du Val-de-Marne, ex-O.A.S. et actionnaire au journal fasciste Minute, adressait une lettre au ministre Charbonnel (celui qui a appelé à la délation des instituteurs et professeurs opposés au gouvernement). Dans cette lettre, le fasciste Griotteray se présentait comme défenseur de la démocratie.

Le rideau pouvait se lever sur Giscard d'Estaing.

Frappant les trois coups, Poniatsky allait reprendre les propos de Pompidou et Peyrefitte, à savoir qu'il ne saurait y avoir d'alternance au pouvoir.

Puis Giscard d'Estaing intervint. Toute son intervention consista à se parer du masque de « libéral », à « égale distance des extrêmes ». Parlant de « société libérée », de « société nouvelle », ce représentant des monopoles n'a cessé de lancer de la poudre aux yeux. Les travailleurs auront été surpris de l'entendre parler de « miracle économique » car de miracle ils n'en ont guère vu. Et lui, membre de la famille Schneider, poussa l'affront jusqu'à évoquer les « abus de la puissance économique ». Décidément, Giscard d'Estaing est un monument d'hypocrisie, c'est ce qui fait de lui un danger particulier. A la différence d'autres qui ne se gênent guère pour faire des déclarations fascistes, lui avance masqué : « Le silence m'est nécessaire », devait-il d'ailleurs déclarer. Et lui, en coulisse poussé à des solutions fascistes, lui qui ne recule devant aucun moyen pour abattre ses concurrents se veut au « centre ». Notons que ce sont là aussi des affirmations que fait Soustelle, l'ancien chef O.A.S. Mais il faut bien qu'à un moment ou à un autre, les véritables objectifs apparaissent. Et au beau milieu de sa profession de foi « libérale », Giscard d'Estaing a craché le morceau. « J'approuve sans réserve les propos du président de la République au cours de sa conférence de presse sur la nécessité de mettre fin aux querelles historiques entre Français. Je demande à tous, et à la presse, de décider une véritable amnistie intellectuelle pour tous les faits et pour toutes les attitudes qui, pendant les secousses cruelles des guerres et de la décolonisation, ont amené les Français à se diviser et à se déchirer ».

Voilà Giscard d'Estaing tel qu'en lui-même. Quand ce faux « libéral » parle de « tolérance », c'est de tolérance pour les kollabos à la Touvier et les criminels de l'O.A.S. qu'il s'agit. On ne dira jamais assez que ceux qui appellent à passer l'éponge sur les crimes d'hier sont ceux-là même qui préparent les crimes de demain.

Pour tenter de briser la résistance des grévistes, les patrons font intervenir systématiquement les flics de l'Etat bourgeois.



Ils vont même jusqu'à l'assassinat pour, dans leur logique fasciste, intimider les travailleurs et surtout les ouvriers combattifs et révolutionnaires.



La seule réponse : unir et mobiliser les travailleurs pour préparer la révolution prolétarienne, et non les inviter à se croiser les bras dans l'attente d'élections truquées.



LA CHINE

à travers la propagande réactionnaire

On parle beaucoup de la Chine dans la presse réactionnaire. Le vaste courant de sympathie et d'intérêt pour le peuple chinois et ses victoires a touché les salles de rédaction : il faut faire semblant de répondre à l'attente des masses populaires. Il faut parler de la Chine !

Aussi a-t-on généralement mis au rancart les vieux épouvantails anti-chinois : « Le peuple crève de faim », « La Chine d'aujourd'hui, c'est le péril jaune ». De moins en moins de monde y croirait ! Finies les époustouffantes affirmations : « Mao, dans une crise de démence a déchaîné une vague d'hystérie de masse » - Sunday Telegraph, 1967 - elles feraient rire !

Aujourd'hui, articles, émissions de radio, de télé, évoquent certaines victoires de la Chine, retracent certains aspects de la vie des paysans et des ouvriers de là-bas. On peut voir, comparer et juger. Tout cela est positif et nous nous en réjouissons.

Mais nous serions bien naïfs si nous attendions des explications et des exposés sans arrière pensée. Certains journalistes ont pu être sincèrement emballés bien sûr. Mais les visées réactionnaires de la propagande bourgeoise ne perdent jamais leurs droits. On n'attaque plus de front, mais par derrière. En gros, on dit : « Le socialisme, c'est bon pour la Chine ; ce n'est pas bon pour la France ». Il faut, comme auparavant, dénaturer, déconsidérer le socialisme aux yeux du peuple de France.

Rien d'étonnant à cela ; et ça ne nous fait pas peur du tout ! Car nos tâches sont clairement fixées. A nous de développer et de renforcer le courant d'amitié entre les peuples chinois et français ; à nous de fournir les explications et de faire connaître le vrai visage de la Chine. A nous d'être les meilleurs amis du peuple chinois. C'est à nous également d'expliquer ce qu'est le socialisme, ce qu'il est en Chine, ce qu'il peut être dans notre pays. Ces tâches sont lourdes ; pour les accomplir, nous pouvons, entre autre chose, utiliser la propagande de la bourgeoisie : dénoncer sans concession ses mensonges et ses manœuvres sournoises et aussi utiliser avec audace ses aspects positifs.

A PROPOS D'UNE ÉMISSION DE TÉLÉVISION

Le jeudi 5, la télé a diffusé un reportage qui peint la vie quotidienne de deux étudiants à l'université de Pékin.

DES FAITS REELS

Il a contredit certaines images anti-chinoises que la bourgeoisie a tenté d'ancrer dans les esprits depuis des années.

Conditions matérielles ? Elles sont bonnes ; chacun est en bonne santé ; pour nourrir une famille de 6 personnes, 70 yuans suffisent alors que le revenu mensuel est de 120 yuans ; on met de l'argent à la banque. Un paysan précise : « On ne produit pas ce qui est rentable, mais ce qui est utile à tout le monde ».

Vie familiale ? Elle n'a pas disparu, mais non - les étudiants rentrent dans leur famille le samedi soir ; les enfants habitent avec leurs parents ! Et s'efface l'image d'une Chine où femmes, hommes, enfants vivent séparés, encasernés !

Jeunesse ? Plus de « gardes rouges hystériques », mais on montre des jeunes, issus de familles ouvrière et paysanne, fermement décidés à faire la révolution et à étudier dans ce but.

Ces faits sont réels, ils ne pouvaient être cachés et ne l'ont pas été. A-t-on pour autant compris : « Que signifie être Chinois en 1972 ? ».

UNE INTENTION DELIBEREE

Non ! C'était pourtant la question posée par les auteurs du reportage, dès le début. Question qu'ils entendaient traiter en « toute objectivité » - Mais pourquoi appeler cette émission « Les enfants de Mao » ? N'est-ce pas là déjà répondre à la question posée : être chinois en 1972, c'est être un enfant de Mao ? Il y a une intention délibérée de prouver quelque chose, qu'a défini clairement la critique des émissions de télé de « France-Soir » :

« Il s'agit d'un phénomène de foi, de conviction quasi-mystique. Si tous les Chinois de 1972 sont des « enfants de Mao », c'est que leur pensée est « une pensée préfabriquée cuisinée par Mao », dit encore le plumitif de « France-Soir »... en pleine harmonie de vues avec les auteurs du reportage télévisé... Ils ont tout fait, semble-t-il, pour accréditer cette idée là : poser des questions volontairement très vagues — quel est le sens de la vie ? — et vides de sens pour le peuple chinois peu habitué à envisager les problèmes de manière individuelle. Ils ont utilisé le procédé de répétition : tout le monde dit pareil.

De la même façon, ils ont volontairement créé une atmosphère de grisaille et de monotonie. Pas de musique,

alors que la ville et la campagne chinoises en sont imprégnées ! Le père de la jeune étudiante kin, ouvrier, part au travail seul ! Pourtant, les rues grouillent de monde le matin, à Pékin comme à Shanghai. A l'usine, on ne voit rien, ni la chaude solidarité des ouvriers, ni les conditions de travail. Des coups de sifflets insistants suggèrent habilement le dur labeur des chantiers du bâtiment de chez nous - Ce sont quelques ficelles du métier de reporter !

La prétendue objectivité a fait long feu ; et le plumitif de « France-Soir » peut conclure, sans trahir les intentions des auteurs de l'émission :

« A chacun sa vérité. Et surtout que chacun garde la sienne. »

Le « surtout » est plein de sel ! D'autant que le journaliste dévoile un peu plus loin le fond de ses pensées :

« Nous sommes évidemment très loin de ces plaisirs ordinaires aux esprits français irréductibles : l'esprit de contradiction, l'humour, le goût du paradoxal, le délicieux plaisir de n'être jamais d'accord. »

Autrement dit, que c'est triste et monotone le socialisme ! Comme on est bien chez nous : on rigole bien, on peut critiquer, pousser un coup de gueule de temps à autre !

Socialisme ? Bon pour les Chinois ! Pas pour nous ! Voilà l'idée qu'on voulait nous montrer.

QUE SIGNIFIE ETRE CHINOIS EN 72 ?

Pourtant les auteurs de l'émission n'ont pas réussi à la faire passer totalement. Car parfois la vérité du socialisme crevait l'écran, malgré tout ; ainsi, le vieux paysan ridé et usé s'est-il écrié :

« Aujourd'hui, c'est la liberté, ce n'est plus la tyrannie. » Et son assurance souriante pesait plus lourd que les laborieuses manœuvres des reporters - De la même façon, on a voulu ne jamais expliquer ni laisser expliquer : « servir le peuple chinois et les peuples du monde » qui revenait souvent à la bouche des jeunes gens. Et pourtant, certains ont compris, tels ces jeunes d'une M.J.C. :

« Ces jeunes Chinois sont très sérieux ; ils ont un idéal, eux au moins ! »

Tels ces autres spectateurs connaissant mal la Chine, qui ont été vivement impressionnés par le professeur de l'université, son séjour à la campagne et ce qu'elle y a appris :

« Combien de paysans ont dû se priver pour que moi je me spécialise dans l'étude du français. J'ai appris des travailleurs. »

Dans l'Humanité

QUE PENSE DE LA CHINE

JEAN-ÉMILE VIDAL EN 1972 ?

Dans « l'Humanité » du 30 septembre, Jean-Emile Vidal pose la question :

« Où en est la Chine aujourd'hui ? »

Sa réponse est pleine d'intérêt... si l'on se souvient que, de 1962 à 1967, ce journaliste, toujours employé à « l'Humanité », a changé du tout au tout... En 1962, il soutenait la Chine. En 1967, il la calomniait... En plein accord avec ses maîtres dirigeants du Parti « communiste » français. Où en est-il aujourd'hui ?

JEAN-EMILE VIDAL RECONNAIT CERTAINS FAITS

En 1972, J.-E. Vidal s'appuie sur les sources d'information chinoises pour parler. Il cite « Pékin Information » ; il donne les chiffres de production de céréales et d'acier pour l'année 1971 et les remarquables progressions dans les autres domaines de l'économie. Tout cela est fort bien ; et nous devons prendre acte que J.-E. Vidal ait fait la « découverte » de « Pékin Information », qui semblait bizarrement manquer dans la documentation de ce « spécialiste » de la Chine ces dernières années.

J.-E. Vidal cite également la volonté d'unir plus étroitement l'armée et le peuple, les efforts qu'« on » — il ne dit jamais le Parti communiste chinois — déploie en faveur de l'étude approfondie du matérialisme dialectique. En ce qui concerne ce qu'on appelle ici « l'affaire Lin Piao », il se borne à rappeler les informations officielles.

A la fin de son article, il livre son matériel de référence : différents « Pékin Information » de cette année. Les militants du P.« C. »F. auraient-ils donc le droit de les lire aujourd'hui ? Et verra-t-on bientôt le livre « De la Chine » de M.A. Macciocchi, membre du P.« C. »F. italien, sur les éventaires des librairies révisionnistes ? Ce serait une chose positive. Comment l'est le ton posé et mesuré de J.-E. Vidal quand il parle de la Chine, aujourd'hui !

JEAN-EMILE VIDAL A-T-IL OUBLIE SES ECRITS PASSES ?

Dans ses articles récents, le ton hargneux et les mensonges grossiers ont été bannis.

J.-E. Vidal ne dit plus, comme en 1967 :

« Il est évident que le grand bond en avant, tel que l'entendait la direction du P.C.C., a été un échec. »

Il fait le black-out sur cette période de l'histoire de la Chine socialiste et reconnaît les progrès économiques actuels. Les principes qui ont présidé « au grand bond en avant » n'ont pas été rejetés jusqu'à ce jour pourtant !

Il ne dit plus :

« Mao Tsé-toung et son groupe envisagent un socialisme et un communisme de la pauvreté... Ces positions idéalistes sont des fuites en avant devant les échecs et les difficultés qu'elles renouvellent. » (« Humanité-Dimanche » de janvier 1967.)

Plus un mot de ces prétendues théories sur le communisme de la pauvreté... Plus un mot non plus, du « chauvinisme », du « bellicisme », de « l'aventurisme » du Parti communiste chinois qu'il dénonçait avec tant de supériorité dans son livre « Où va la Chine ? ». Il ne dit plus — page 81 du livre :

« On peut se demander si jamais un chef a jamais été plus opposé aux masses qu'en Chine aujourd'hui »

et n'assimile plus le président Mao Tsé-toung à un dictateur fasciste.

J.-E. Vidal a-t-il désavoué ses anciens écrits ? ou bien les a-t-il oubliés ? En 1967, son livre était vivement recommandé à la lecture des militants de base du P.« C. »F. ; il était donné en prime aux clients des librairies contrôlées par le P.« C. »F.

Ce livre a-t-il été désavoué par le Parti révisionniste ou bien l'a-t-il lui aussi oublié ?

J.-E. Vidal a une curieuse façon de se rappeler le passé ; il dit, dans son article du 30 septembre, que le monde regardait la Chine et les « avatars » de la Révolution Culturelle, avec une « attention soutenue ». Il appelle aujourd'hui « avatars » ce qu'il appelait hier « nationalisme exacerbé et dangereux ». Il qualifie « d'attention soutenue » les flots de calomnies et d'injures que lui et ses semblables ont déversés à journée faite contre la République Populaire de Chine et le Parti communiste chinois.

POURQUOI CHANGE-T-IL DE TON ?

J.-E. Vidal n'a rien oublié, et la contradiction entre ses écrits ne le gêne nullement. Car, au fond, il n'a pas changé d'avis. Après avoir cité des textes chinois, voici ce qu'il écrit dans son article du 30 septembre :

« On croirait lire une critique en règle de ce qui s'est dit et fait pendant la période de la Révolution Culturelle à laquelle, cependant, les textes continuent de se référer élogieusement. »

Autrement dit, et c'est l'idée sous-jacente de l'article, la Chine 1972 est bien car elle a renié la Révolution Culturelle. Moi, J.-E. Vidal, n'ai jamais changé d'avis ; c'est la Chine qui a changé. Les textes se « réfèrent élogieusement » à cette période ; qu'importe, c'est une contradiction de plus chez des gens qui « s'obstinent dans l'anti-soviétisme ».

Une fois de plus, J.-E. Vidal recourt au mensonge. La politique du P.C.C. n'a pas changé ; et les points que Vidal présente comme nouveaux : politique extérieure, unité de l'armée et du peuple, étude du marxisme-léninisme, sont autant d'acquis renforcés par la Révolution Culturelle.

Mais pourquoi Vidal change-t-il de ton ? Pourquoi ne se contente-t-il plus de ses vieilles calomnies « bien rodées » ? C'est que ces mensonges ne tiennent plus devant le flot d'informations venues de Chine. Et surtout, de moins en moins de militants et de sympathisants du P.« C. »F. y attachent crédit. Déjà en 1967, bien des militants ont renâclé devant les calomnies portées contre la Chine par leurs dirigeants et leurs intellectuels de service. Au fond de leur cœur, ils savaient que « la Chine était un pays socialiste », même lorsqu'ils critiquaient certains aspects par manque ou mauvaise information. Aujourd'hui, où le rayonnement de la R.P.C. grandit, ils comprennent mieux certaines choses ; certains comprennent que la direction du Parti révisionniste et ses Vidal les ont trompés. Aujourd'hui, les calomnies et les injures grossières ne sont plus de mise.

Vidal et ses compères changent donc de ton. Avec le secret espoir de tromper encore. Mais les temps changent. N'en déplaisent à Vidal et à son maître Marchais, l'intérêt des militants et des sympathisants du P.« C. »F. va grandissant pour la Chine socialiste.

EN ALBANIE SOCIALISTE

Véritable liberté d'expression pour les masses

En Albanie, la véritable liberté d'expression pour les masses s'accompagne du pouvoir d'agir pour transformer la société.

En France, comme dans les autres pays capitalistes, la bourgeoisie brandit l'épouvantail des « régimes totalitaires » d'où toute liberté est bannie, où nul n'a le droit d'exprimer son opinion, où les artistes sont réprimés, etc. A ces régimes dits « totalitaires » elle oppose sa prétendue démocratie, son libéralisme, sa tolérance vis-à-vis de l'opposition.

Mais, si nous entendons beaucoup parler de liberté de presse, liberté d'opinion, liberté de création, nous nous posons quand même une question : qui s'exprime en France ?

A ce qu'on sache, ce ne sont pas les masses populaires qui élaborent les programmes de télé, mais bien le pouvoir bourgeois qui y exerce son autorité incontestée !

Quand à la presse, elle est aux mains de quelques trusts et chacun peut constater qu'elle est au service de la bourgeoisie.

Quel travailleur n'a pu constater le silence pudique des journaux

des masses ? Qui s'intéresse aux divagations métaphysiques d'un Pasolini ou aux histoires d'alcôve d'une Françoise Sagan ?

En France, la prétendue liberté d'expression n'existe que pour une minorité, c'est la liberté pour la bourgeoisie d'imposer au peuple sa conception du monde, son idéologie.

Qu'en est-il dans un pays qui édifie le socialisme comme l'Albanie ?

Là, la classe ouvrière, en alliance avec la paysannerie et l'intelligentsia populaire est au pouvoir et c'est pourquoi le peuple travailleur a non seulement le droit de s'exprimer mais aussi le pouvoir de faire appliquer ses décisions.

Le « Zeri i popullit » organe du parti du travail d'Albanie, qui est l'avant-garde de la classe ouvrière, comme les autres journaux (« Puna », journal des syndicats, « Zeri i Rinis » journal de la jeunesse, « Drita » journal culturel, etc.), reflète la vie et les problèmes des masses. Il relate les progrès obtenus dans la construction du socialisme, analyse les difficultés rencontrées, dénonce les déviations bureau-



Le « Zeri i popullit », organe du Parti du Travail d'Albanie, est lu et étudié par les ouvriers.

le « Zeri i popullit » un rapport détaillé sur toutes les entraves bureaucratiques existant dans le commerce, qui gênaient les masses dans leur vie quotidienne. (Par exemple, certaines marchandises étaient entassées dans les dépôts mais introuvables dans les magasins). Puis, ces ouvriers se sont rendus au ministère du commerce et ont pris des mesures immédiates pour remédier à cet état de fait. Par la suite ils sont venus contrôler, non seulement au ministère du commerce mais aussi dans les dépôts, les magasins, en discutant avec les consommateurs, etc., si leurs décisions avaient été appliquées.

Une autre forme de la démocratie directe en Albanie est la pratique des « feuilles-foudres », affiches murales que l'on placarde sur la place publique, dans les usines, les hôpitaux, les écoles, etc., que chacun peut confectionner pour critiquer un phénomène ou une personne et auxquelles toute personne visée doit répondre, tout en s'engageant à modifier sa conduite.

Dans les écoles, par exemple, les professeurs qui manifestent quelque esprit de supériorité, quelque dédain des élèves, se font ainsi publiquement critiqués et se voient sommés de s'expliquer.

En ce qui concerne l'expression culturelle, elle n'est pas l'apanage d'une « élite ». Les artistes, issus du peuple et vivant au même rythme que lui, expriment sa vie et ses aspirations dans leurs œuvres. Ils sont soumis à la critique des masses et doivent en tenir compte. Ainsi, quand un écrivain publie un livre, des réunions de masse sont organisées, où les travailleurs font des critiques et des propositions à l'écrivain pour qu'il améliore son œuvre. D'autre part chaque usine, chaque coopérative a ses groupes d'artistes amateurs : chanteurs, troupes folkloriques, théâtrales, etc., dont les meilleurs participent à des spectacles organisés sur le plan national. Ainsi, on encourage les masses à participer de plus en plus activement à la vie culturelle.

La liberté dont jouissent les masses en Albanie n'est donc pas tronquée et formelle comme en France, où la bourgeoisie peut, dans certains cas limités, tolérer que les masses s'expriment mais jamais qu'elles prennent des décisions et agissent en conséquence.

En Albanie, les masses sont libres, non seulement de s'exprimer mais aussi de transformer activement la réalité, et ceci n'est possible que parce que la classe ouvrière est au pouvoir.



La littérature est un moyen pour le peuple de s'exprimer. Quand un écrivain publie un livre, des réunions de masse sont organisées, où les travailleurs font des critiques et des suggestions. (Sur notre photo, entretien du président de l'union des écrivains avec des pionniers.)

bourgeois face aux grèves exemplaires de la classe ouvrière, ou, lorsque ces grèves atteignent une telle ampleur qu'on ne peut plus les cacher, les mensonges et les calomnies des journalistes ?

L'actualité mondiale est, de la même façon, revue et corrigée par la presse bourgeoise. Si nous n'ignorons rien sur la vie amoureuse du Shah d'Iran, quelles informations avons-nous sur la lutte que mènent les peuples pour leur indépendance, sur les pays qui édifient le socialisme ?

On nous retorquera : mais tout le monde est libre d'éditer un journal ! Oui, formellement, mais les journaux révolutionnaires savent d'expérience combien les difficultés sont grandes : saisies, procès, frais énormes, sans compter le monopole incontesté de la diffusion par les N.M.P.P.

Dans le domaine de la culture, le peuple ne s'exprime pas non plus. Qu'y a-t-il de commun entre le théâtre actuel et la vie et les problèmes

cratiques qui peuvent se manifester. Pour ce faire, il s'appuie sur ses nombreux correspondants, permanents ou occasionnels, dans toute l'Albanie ; ouvriers, qui, tout en étant correspondants, continuent à travailler normalement à la production, paysans, intellectuels.

D'autre part, tout travailleur ou groupe de travailleurs qui a un point de vue à donner peut écrire au « Zeri i popullit ». Ainsi, les femmes d'une coopérative ont-elles écrit au « Zeri i Popullit » pour critiquer nommément tel et tel militant du Parti qui, bien que verbalement d'accord avec l'émancipation de la femme, n'avaient jamais été vus maniant le balai ou épluchant les légumes !

Cette liberté qu'ont les masses de s'exprimer n'est pas formelle. La classe ouvrière a tout pouvoir de faire appliquer ses décisions.

Ainsi, les ouvriers de différentes entreprises de Tirana, avaient formé un groupe de contrôle sur le commerce. Ils ont fait paraître dans

Commandez à

E. 100

EDITIONS DU CENTENAIRE
B.P. 120 — 75 962 PARIS CEDEX 20

L'HISTOIRE

DU PARTI DU TRAVAIL

EN ALBANIE

PRIX : 4 F
(20 % en sus pour frais d'envoi)

Marseille : les habitants de la Cayolle en ont assez... ils veulent agir

Dans un de nos derniers numéros, nous avons dénoncé le scandale de l'eau non potable imposée à ses locataires par le trust « La LOGIREM ». Environ 150 familles habitant la cité du Grand-Aréas, quartier de La Cayolle, sont touchés par le grave danger d'épidémie résultant de cette situation.

Notre vigoureuse dénonciation a été approuvée par l'immense majorité des ouvriers victimes une fois de plus, sur le lieu même de leur habitation, de la rapacité capitaliste.

Samedi dernier, une réunion était convoquée par le Comité d'intérêt de quartier pour débattre du problème de la pollution de l'eau, ainsi que de l'attitude scandaleuse du gérant de La LOGIREM, des bénéfices prélevés frauduleusement par cette société sur la consommation d'électricité et d'eau, des abus de pouvoir et des pots-de-vin dont se rendent coupables ses représentants pour attribuer un « îlot » ou un « appartement » dans la cité provisoire...

La campagne électorale étant déjà ouverte (on s'y prend de plus en plus tôt !), les différents partis politiques « officiels » s'étaient faits représenter... MM. Loo, socialiste, et Lucas, U.D.R., avaient délégué leurs jeunes loups ; M. Laugier, P.D.G. de « La Marseillaise », candidat du Parti révisionniste français, était là également ; M. Grunier représentait la Fédération des comités d'intérêts de quartier du 9^e arrondissement de Marseille, etc. Les responsables de La LOGIREM n'osant pas affronter la population qui n'a plus d'illusions à leur sujet, brillaient par leur absence : M. Martin, P.D.G. de cette société, était très fatigué... (!)

M. Magnan, gérant, a simplement décliné l'invitation sous le prétexte « qu'il n'était pas payé pour assister à des réunions le samedi après-midi », avouant ainsi ce que nous savions déjà : il ne bouge que pour de l'argent.

Après avoir présenté les huiles ou leur doublure, le président du C.I.Q. fit un exposé de la sombre situation des habitants soumis au bon vouloir des rapaces de La LOGIREM.

M. Laugier, qui, le 26 juin dernier, lors de la soirée d'inauguration du siège du GIMPIOS, trinqua avec M. Martin, P.D.G. de La LOGIREM, prit alors la parole pour vanter sa solution miracle : le « Programme commun de gouvernement » avec les politiciens véreux du Parti socialiste, dont les travailleurs marseillais supportent les méfaits depuis de nombreuses années, à la mairie et ses services, notamment ceux de l'Hygiène !

Selon M. Laugier, il suffirait de mettre dans l'urne électorale le « bon bulletin » pour que la situation des habitants de La Cayolle soit définitivement transformée !

C'est alors que les habitants excédés ont pris les choses en main et fait entendre leur voix !

« Par quel miracle l'eau reconnue polluée et bactériologiquement non potable par le service des Eaux est-elle devenue potable « en principe » aux dires des services de l'Hygiène ?

— Magnan, le gérant, touche des pots-de-vin, des dessous-de-table, et fait des propositions malhonnêtes aux femmes qui lui plaisent en compensation de services et avantages divers... Des

femmes sont prêtes à témoigner de ces faits...

— Bien sûr, Magnan ne donne pas de reçu pour ses escroqueries, il ne fait pas ses propositions devant témoin, il dira que ce n'est pas vrai... Mais un travailleur rétorque à cet argument : « Que vaut la parole d'un bourgeois à côté de celle d'un prolé ?

— Et pourquoi ce salopard coupe-t-il l'électricité quand il le veut, alors que nous payons le courant ?

— Cela fait des années que les politiciens s'occupent de nous, qu'ils écrivent des lettres, qu'ils font des interventions... mais tout va de plus en plus mal ici ! Il faut durcir notre action et engager la lutte pour obtenir satisfaction de nos droits. »

Personne ne put empêcher ces travailleurs de crier leur haine pour les capitalistes qui les exploitent et les oppriment.

Personne ne pourra les empêcher de s'organiser pour faire lâcher prise aux rapaces.

Les travailleurs de La Cayolle ne veulent plus supporter le bon vouloir arbitraire de MM. Magnan, Martin, Claudius Petit et Cie...

Ils ne font confiance ni aux politiciens de l'U.D.R., ni à ceux de l'opposition « socialiste » ou révisionniste... Ils ne comptent pas sur d'hypothétiques résultats électoraux, qui n'abattront jamais la bourgeoisie capitaliste.

Ils vont organiser eux-mêmes l'action de masse qui fera reculer les exploitateurs et leurs complices, précheurs de modération en tout genre !

Correspondant « H.R. »

Usine Michelin (Clermont-Ferrand) :

TOUS LES OUVRIERS DU TRUST SOLIDAIRES !

Michelin : monopole capitaliste ; cinq usines à Clermont-Ferrand ; 20 000 ouvriers, plus de 30 000 salariées.

Depuis plus de 3 semaines, les 135 ouvriers de l'atelier Pk de l'usine Catharoux sont en grève. Même les chefs de calandre on débrayé : on n'a jamais vu ça chez Michelin. Ils refusent la diminution de salaire de 50 centimes que l'exploiteur Michelin veut leur imposer, après les avoir mutés de l'usine des Carmes où ils travaillaient précédemment, à l'usine Catharoux. Michelin avait promis pourtant que les salaires resteraient les mêmes.

Les ouvriers en grève refusent en plus les inégalités de salaires qu'ils ont constatées entre eux et demandent le même salaire pour tous.

D'autre part, ils refusent d'être payés au rendement. Si une machine fonctionne mal, il faut travailler beaucoup plus et le salaire baisse parce que la production diminue.

Ils exigent la retraite à 60 ans et les 40 heures immédiatement.

Les ouvriers de l'atelier Pk produisent la toile métallique qui sert à fabriquer le pneu X, leur grève va bloquer de nombreux ateliers des différentes usines de Clermont. Alors la direction essaie de faire tourner

l'atelier par des cheffillons qui se révèlent incapables de sortir le quart de la production habituelle, avec des déchets énormes.

En face de l'usine de Catharoux se trouve l'usine des Carmes, avec le service O (fabrication, cuisson du caoutchouc). C'est là que le travail est le plus pénible, c'est là qu'on envoie les « fortes têtes », les revendicatifs. Un débrayage massif a lieu, ainsi que dans les autres usines, et plusieurs milliers d'ouvriers font sortir les chefs jaunes de l'atelier Pk : « Ça rasait les murs », sous les quolibets, « on va vous envoyer les chronomètres ».

Devant l'usine des Carmes, des meetings organisés par la C.G.T. et la C.F.D.T., rassemblent plusieurs milliers d'ouvriers.

A l'usine de Ladoux, renommée pour son encadrement fasciste, les gardes chiourmes acolés lancent mise en garde sur mise en garde et diffusent des mensonges : « Là-bas, les ouvriers cassent les machines. Il va falloir choisir. Ce ne sera pas pas comme en 68, les heures ne seront pas payées... Si les syndicats n'arrivent plus à tenir, les ouvriers n'ont qu'à le dire. »

VIVE L'INTERNATIONALISME PRO-LÉTARIEN !

Le monopole Michelin a des usines au Canada, en Italie, en Allemagne. Il essaie de faire produire la trame métallique qui va bientôt manquer par ses usines de l'étranger, mais les ouvriers canadiens, italiens, allemands, espagnols, prévenus par les syndicats de Clermont, refusent de faire les heures supplémentaires qui briseraient la grève de l'atelier Pk.

Correspondant H.R.

Les sionistes n'imposeront pas le silence aux amis du peuple palestinien !

Dans la nuit du 3 au 4 octobre, une bombe a explosé devant la Librairie Palestine (dans le 20^e arrondissement de Paris), provoquant d'importants dégâts. Une organisation juive sioniste, le « Mouvement d'action et de défense (!) Massada » (sans doute lié au *Betar*) a revendiqué l'attentat. Ainsi sont mis en pratique les « conseils » répétés d'hommes politiques israéliens appelant à attaquer non seulement les militants palestiniens, mais aussi « ceux qui leur donnent asile et ceux qui les soutiennent ». (Rappelons que la Librairie Palestine est tenue par des Français.)

Les milieux sionistes dits « officiels » se sont désolidarisés de cet acte d'intimidation et de terrorisme. Mais ce n'est que pure démagogie. Les sionistes ont voulu ainsi se composer un visage de « noble victime », comme ils ont toujours tenté de le faire. En vérité, les chefs d'états-majors de l'armée sioniste n'ont jamais caché qu'ils emploieraient « tous les moyens nécessaires » pour anéantir la Résistance palestinienne. Ces moyens, on ne les connaît que trop, et nous les avons maintes fois dénoncés : l'intimidation et le terrorisme à grande échelle, le bombardement des camps de réfugiés palestiniens, la destruction de villages entiers au Liban et en Syrie, le bombardement d'écoles en Egypte, etc.

Après cela, l'Etat fasciste d'Israël peut bien se « désolidariser » des attentats commis par des organisations que, d'ailleurs, il contrôle parfaitement. Il s'agit là d'une ignoble duplicité.

Et voilà que, maintenant, le terrorisme sioniste visent les amis en France du peuple palestinien, ceux qui soutiennent la juste cause palestinienne. Dans le but que cesse, en France, ce soutien aux Palestiniens ; que, en France, seuls les sionistes aient le droit de s'exprimer ; que, seule, la propagande sioniste continue à s'étaler dans les colonnes des grands journaux, à la radio et à la télévision où elle a largement droit de cité.

En fait, cet attentat révèle l'extrême faiblesse politique des sionistes israéliens. En s'attaquant à une librairie qui diffuse les justes positions des Palestiniens en lutte pour retrouver leur patrie, les sionistes ont montré qu'ils ne peuvent supporter que la vérité soit connue et propagée, et qu'ils sont prêts à utiliser tous les moyens pour étouffer la voix des Palestiniens et de leurs amis.

Que les organisations sionistes se disent bien que ce genre d'intimidation, de style fasciste, est voué à l'échec : ces actes de terrorisme ne peuvent que pousser les amis du peuple palestinien à renforcer et à élargir leur soutien à la lutte de ce vaillant peuple.

« L'Humanité Rouge » se solidarise pleinement avec les camarades de la Librairie Palestine et les assure de son soutien actif. Notre journal continuera à propager et à soutenir le juste combat des Palestiniens. Les sionistes ne nous imposeront jamais le silence !

Collusion Pampidou-Franco L'E.T.A. interdite en France

Au moment de mettre sous presse, nous apprenons que l'organisation patriote et anti-fasciste basque E.T.A. (Euzkadi-Ta-Azkatasuna) vient d'être interdite en France par le gouvernement. Marcellin, qui reçut la Francisque dans un bruit de bottes hitlériennes, soutient ainsi Franco au moment où ce dernier vient de monter le long de la frontière des opérations de chasse aux « terroristes », au cours desquelles les forces de répression ont laissé exposé dans un village le corps criblé de balles d'un jeune étudiant.

Arrestations et remises à la police franquiste de militants révolutionnaires espagnols, dont celle en 1969 d'Angelo Campillo Fernandez, secrétaire du Parti communiste d'Espagne (marxiste-léniniste), coopération des deux polices, organisation annuelle de manœuvres communes de parachutistes français et espagnols, invitation de Pampidou à l'Espagne à adhérer au Marché commun et on en passe... cette décision témoigne de la collaboration croissante des deux régimes.

A bas la collusion Pampidou-Franco !

Tchad :

GUERRE COLONIALE EN ÉCHEC

Dans les mess de sous-officiers en France, on peut entendre ce genre de conversation :

« Tu connaissais Letord, un sergent-chef des « paras-colo », un grand blond ?

— Oui, j'étais avec lui à Dakar il y a trois ans. Il est parti au Tchad, et depuis, pas revu.

— Pas de risques, il a été descendu là-bas !

— C'est pas le seul. J'ai deux potes qui y sont restés aussi. Tiens, tu devais en connaître un... »

Il y a un mois, les autorités militaires ont annoncé, après celui des troupes françaises, le départ du Tchad de leur chef, le général parachutiste Cortadellas, qui s'est attribué gratuitement à cette occasion « un indéniable succès » dans les opérations de « pacification », en prétendant que la situation s'était suffisamment améliorée pour que la présence de l'armée française ne soit plus jugée nécessaire. Il n'a évidemment pas insisté sur le stationnement à Fort-Lamy, la capitale, du 6^e Régiment inter-armes d'outre-mer, ni sur l'occupation de trois bases dans le pays (1 000 aviateurs sur la base 173).

Mais pourquoi les officiers et sous-officiers qui reviennent du Tchad parlent-ils un tout autre langage que leur chef ? Ils disent que les troupes du FROLINAT s'aguerrissent dans la lutte, que leur tactique militaire et leur armement s'améliorent ; ils disent que les révolutionnaires sont courageux, disciplinés et soutenus par la population, et que ça leur rappelle étrangement l'Indochine et l'Algérie ?

Mais pourquoi le bilan officiel des pertes ne tient-il pas compte, entre

autres, de la fameuse embuscade tendue à une compagnie du 2^e Régiment étranger parachutiste, qui a fait plus de 30 morts parmi les légionnaires ? Les officiers de la Légion étrangère la racontent eux-mêmes à qui veut l'entendre.

Et pourquoi Cortadellas n'a-t-il pas expliqué que les officiers et sous-officiers français sont dispersés dans les unités de l'armée fantoche, au titre de « conseillers » ? Des conseillers un peu spé-

ciaux, puisqu'ils font mieux que donner leur avis, ils commandent tout simplement.

Ces nouveaux promus ne sont d'ailleurs pas tous très heureux de leur sort ; on en connaît même qui font triste mine en apprenant leur affectation. Et on les comprend : le moral de l'armée fantoche est tel qu'il est courant, en cas d'accrochage, que les soldats tuent leurs chefs français et se rendent.

Comme on voit, l'armée de Tombal-

baye est loin d'être « prête pour faire le travail » et de « tenir le coup toute seule » comme l'espère Cortadellas.

Officiellement, l'armée française s'est retirée le 1^{er} juillet dernier. En fait, comme le déclare le Dr Abba Sidick, chef du Front de Libération Nationale du Tchad (FROLINAT) dans une récente interview : « L'intervention (militaire française) n'a jamais cessé. Non seulement les officiers continuent de participer aux combats, mais ils incitent les forces de Tombalbaye à poursuivre nos combattants. (...) Contrairement à ses affirmations publiques, le général Cortadellas avait fini par reconnaître la détérioration de la situation militaire, due aux succès remportés par le FROLINAT. (...) Paris a dû estimer que le renforcement des troupes françaises au Tchad présentait des difficultés d'ordre à la fois de politique intérieure et extérieure française (approche des élections législatives, répercussions dans l'opinion africaine, etc.). De plus, quelle humiliation pour la France si ses forces venaient à subir une catastrophe militaire par suite du renforcement de la lutte révolutionnaire du FROLINAT et du pourrissement du régime de Tombalbaye ? N'était-il pas plus habile de retirer « officiellement » le Corps expéditionnaire tout en maintenant d'une manière plus discrète le soutien militaire à Tombalbaye ? »

C'est la « tchadisation » de la guerre, en somme, une « tchadisation » qui s'annonce si bien que Cortadellas, en partant, parlait déjà de revenir...

Armée française hors du Tchad !

Le peuple tchadien vaincra !



Le Front de Libération Nationale du Tchad (FROLINAT) porte de plus en plus de coups à l'ennemi.

Pompidou, Plevén,

RESTITUEZ LE CUIVRE VOLÉ AU PEUPLE CHILIEN !

Depuis deux ans, les Etats-Unis organisent un dur blocus économique à l'encontre du Chili, afin de mettre en difficulté et de paralyser le gouvernement d'Union populaire et sa politique d'indépendance nationale. Par une récente et grave décision, le gouvernement monopoliste français vient aider les impérialistes américains à renforcer leur blocus.

Le 30 septembre dernier, à la requête du trust américain la Braden Kennecott Corporation, le tribunal de grande instance de Paris a ordonné une saisie-arrêt sur la somme de 1 300 000 dollars (environ 680 millions d'A.F.), somme qui correspond aux 1 250 tonnes de cuivre vendues par le Chili à des importateurs français. Cette cargaison est attendue vers le 15 octobre au Havre.

L'action de la Kennecott, dont le gouvernement français se fait ainsi le complice direct, constitue une violation de la souveraineté nationale du Chili.

Le cuivre chilien appartient au peuple chilien. En nationalisant, en juillet 1971, les mines de cuivre et l'industrie du cuivre, le gouvernement d'Union Populaire (U.P.) n'a fait que rendre au Chili ce qui lui appartenait. Car ces mines de cuivre étaient, pour l'essentiel, aux mains de deux grands trusts américains : l'Anaconda et la Kennecott. Des années durant, ces deux trusts ont pillé la

richesse principale du Chili (le cuivre, avec une production annuelle de 685 000 tonnes, représente à lui seul 80 % des exportations chiliennes). En 1969 par exemple, l'Anaconda a réalisé au Chili 78,7 millions de dollars de bénéfices (environ 40 milliards d'A.F.). En raison de ces super-bénéfices extorqués sur le dos du peuple chilien, le gouvernement de l'U.P. a refusé d'indemniser l'Anaconda et la Kennecott lors des nationalisations de juillet 1971, mettant ainsi un terme au pillage impérialiste des richesses du Chili.

C'est ce que les trusts et le gouvernement U.S. n'ont pu supporter. C'est pourquoi ils recherchent, par tous les moyens, à reprendre leurs anciens privilèges exorbitants. D'un côté, les impérialistes américains soutiennent les fascistes chiliens et suscitent des troubles au Chili même, dans l'espoir de fomenter un coup d'Etat ; de l'autre, ils mènent une guerre moins visible mais aussi efficace : le blocus économique.

Par exemple, Nixon a fait des pressions pour que les organismes internationaux de financement cessent d'accorder des crédits au Chili. En deux ans, ces crédits sont passés de 220 à 25 millions de dollars, entraînant un grave manque de devises pour les Chiliens.

La Kennecott n'est pas restée inactive. Ce trust tentaculaire avait

déjà exercé des pressions sur les acheteurs de cuivre chilien, en indiquant qu'« elle conservait l'intégralité de ses droits sur le cuivre de la mine d'El-Teniente » (pas moins !). Elle a aussi manœuvré, avec les autres trusts, pour faire baisser le prix du cuivre sur le marché mondial, qui est actuellement à son niveau le plus bas depuis cinq ans.

Et voici qu'elle ordonne la saisie de 1 250 tonnes de cuivre chilien acheté par des industriels français ! Au moment précis où les Chiliens sont en train de renouveler les contrats de vente pour 1973, cet « acte de piraterie » (comme l'ont justement nommé les Chiliens) vise à exercer de nouvelles pressions sur les acheteurs potentiels de cuivre chilien. Avant les nationalisations, la Kennecott volait chaque année 200 000 tonnes de cuivre au peuple chilien. La Kennecott veut récupérer « son » cuivre, et si plusieurs gouvernements capitalistes se plient à ses ordres — comme l'a fait le gouvernement français — ces actes de gangsters provoqueront de graves difficultés pour l'économie chilienne.

Le Chili a d'ores et déjà décidé d'interrompre ses exportations de cuivre vers la France. Des milliers d'étudiants et de travailleurs ont manifesté, dans les grandes villes chiliennes, contre la décision de la Kennecott appuyée par le gouvernement français.

Le gouvernement français s'est immiscé de manière intolérable dans le conflit qui oppose les U.S.A. au Chili, en prenant partie pour « l'agression économique » des impérialistes américains contre le peuple chilien. La Kennecott et le gouvernement français ont foulé aux pieds la souveraineté nationale du Chili.

Cette saisie-arrêt signifie qu'en fait, le gouvernement français ne reconnaît pas la validité des nationalisations de juillet 71. C'est une grossière immixtion dans les affaires intérieures du Chili.

Par cet acte hostile au Chili, le gouvernement français vient apporter un précieux appui à l'impérialisme américain qui ne rêve que de reconquérir ses anciens privilèges et de dominer à nouveau la nation chilienne. Qu'attend Pompidou en contrepartie de cet appui ? On peut se poser la question.

Les travailleurs français ne doivent pas tolérer une telle chose.

Solidarité avec le peuple chilien dans sa lutte contre l'impérialisme U.S. et pour son indépendance nationale !

Pompidou-Plevén, restituez le cuivre chilien qui appartient au peuple chilien !

Appel de Samdech Norodom Sihanouk au peuple khmer

Depuis plus de 2 ans, notre peuple et nos vaillantes Forces Armées Populaires de Libération Nationale ont mené une lutte d'un héroïsme sublime sous le drapeau victorieux du Front Uni National du Cambodge et ont remporté d'éclatantes victoires de portée stratégique, libérant entièrement 85 pour cent du territoire de notre patrie bien aimée avec plus de 5 millions d'habitants. Actuellement nous serrons fermement l'ennemi dans notre étau et nous sommes en train de lancer contre lui de nombreuses offensives foudroyantes, partout et dans tous les domaines, pour libérer entièrement notre cher Kampuchea.

Les traîtres de Phnom Penh avec leurs chefs de file Lon Nol — Sirik Matak — Son Ngoc Thanh, valets inconditionnels de l'impérialisme américain, sont en train de subir de très lourdes défaites de portée stratégique et sont acculés à une impasse totale dans tous les domaines. Ils s'acheminent irrémédiablement vers leur défaite totale.

Sur le plan militaire, les traîtres sont en déroute sur tous les champs de bataille. La capitale Phnom Penh, ultime repaire des traîtres Lon Nol — Sirik Matak — Son Ngoc Thanh, est entièrement encerclée par nos vaillantes Forces Armées Populaires de Libération Nationale et notre vaillant peuple. Elle est isolée des quelques chefs-lieux de provinces provisoirement non libérés, eux-mêmes complètement encerclés, isolés et de plus en plus rétrécis. Ni les impérialistes américains ni les fantoches de Saigon ne pourront sauver les traîtres de leur désastre.

★

Sur le plan politique, la clique des traîtres est plongée dans le chaos total. Personne ne la soutient. Les traîtres s'entredéchirent pour se disputer les dollars américains et un pouvoir plus qu'illusoire. La population des régions provisoirement sous le contrôle de l'ennemi notamment à Phnom Penh est en train de se soulever contre eux, contre leur régime fasciste et sanginaire. Elle exige le respect des droits démocratiques ; elle met en pièces toutes les manœuvres démagogiques des traîtres. Elle attaque les dépôts de riz pour avoir de quoi se nourrir. Par dizaine et centaine de milliers, la population fuit l'enfer des traîtres et rejoint en masse notre belle zone libérée. Sur le plan économique, le marasme est total. Actuellement il n'y a plus de riz à Phnom Penh. Les traîtres acculent à la famine la population, leurs soldats, et petits fonctionnaires. Jamais dans notre histoire un si grand malheur ne s'est abattu sur notre peuple avec une telle ampleur. Sur le plan international les traîtres sont aussi complètement isolés. Les peuples du monde entier, tous les pays épris de paix et de justice ont dénoncé le régime de la clique des traîtres Lon Nol — Sirik Matak — Son Ngoc Thanh comme un instrument d'agression des impérialistes américains. A la Conférence des ministres des affaires étrangères des Pays Non-Alignés à Georgetown, plus de 60 pays ont expulsé les traîtres, et ont invité la délégation de notre Gouvernement Royal d'Union Nationale à siéger de plein droit à la Conférence en qualité de représentant légal du Cambodge. En outre ils ont condamné énergiquement les impérialistes américains et les traîtres de Phnom Penh et ont soutenu la juste lutte de notre peuple.

Cette situation montre à l'évidence l'effondrement total des impérialistes américains et leurs valets, les traîtres Lon Nol — Sirik Matak — Son Ngoc Thanh, au Cambodge. Les impérialistes américains en sont pleinement conscients. C'est pour quoi, maîtres et valets fomentent

continuellement toutes les manœuvres criminelles pour duper notre peuple. Notre peuple, notre Front Uni National du Cambodge ont mis en pièces au fur et à mesure, en temps opportun, toutes ces manœuvres comme celles de « république », de « compromis », de « négociations », d'« élections » mascarades, de « cessez-le-feu sur place », etc.

★

Mais de par leur nature agressive, perfide, barbare et obstinée, les impérialistes américains s'entêtent à fomentier d'autres manœuvres perverses. Actuellement ils sont en train de chercher à changer de cheval, à préparer d'autres traîtres pour remplacer le paralytique et dément Lon Nol. Par ailleurs ils agissent activement pour réaliser leur manœuvre de « cessez-le-feu sur place » au Cambodge. Ils ordonnent à leurs valets, Son Ngoc Thanh aussi bien que Nguyen Van Thieu et autres traîtres de réclamer rageusement un « cessez-le-feu » au Cambodge. S'ils s'obstinent tant à réaliser leur manœuvre de « cessez-le-feu » au Cambodge, c'est parce qu'ils y ont subi de très graves défaites, et ont besoin de reprendre souffle. Si le combat cesse un mois, ils gagnent un mois ; s'il cesse 2 mois, ils gagnent 2 mois. Ils ont besoin du temps pour rassembler leurs forces, plâtrer et renforcer les forces des traîtres Lon Nol — Sirik Matak — Son Ngoc Thanh, attendre le moment propice pour lancer à nouveau des offensives contre notre peuple et nos Forces Armées Populaires de Libération Nationale du Kampuchea.

★

Nous, Samdech Norodom Sihanouk, Chef de l'Etat et Président du Front Uni National du Cambodge, et Samdech Penn Nouth, Président du Bureau Politique du Comité Central du Front Uni National du Cambodge et Premier Ministre du Gouvernement Royal d'Union Nationale du Cambodge, au nom du peuple cambodgien tout entier, de notre Front Uni National du Cambodge et de nos Forces Armées Populaires de Libération Nationale du Kampuchea, condamnons avec la dernière rigueur et rejetons totalement toutes ces manœuvres.

Actuellement, le Front Uni National du Cambodge a une ligne politique juste, se consolide et se renforce puissamment, plongeant ses profondes racines dans les masses populaires aussi bien dans la zone libérée que dans la zone provisoirement contrôlée par l'ennemi. Aucune manœuvre perfide ne peut semer la division au sein du Front Uni National du Cambodge.

Par ailleurs le peuple cambodgien tout entier a tracé une frontière très nette entre le Front Uni National du Cambodge d'une part et les traîtres de l'autre. Aussi, même si les impérialistes américains changent leur cheval Lon Nol et prennent d'autres traîtres pour le remplacer, ils ne peuvent en aucune façon duper personne car notre peuple sait parfaitement que les traîtres demeurent toujours des traîtres.

Nous déclarons solennellement ceci : tant que les impérialistes américains et leurs valets de Saigon et de Bangkok ne sont pas complètement chassés du Cambodge, tant que le régime des traîtres de Phnom Penh dont les chefs de file sont actuellement Lon Nol — Sirik Matak — Son Ngoc Thanh n'est pas entièrement détruit, notre peuple, notre Front Uni National, notre Gouvernement Royal d'Union Nationale et nos Forces Armées Populaires de Libération Nationale continueront leur lutte sacrée actuelle, sans compromis ni esprit de recul, jusqu'à la victoire totale. Nous re-

jetons catégoriquement la proposition trompeuse de « cessez-le-feu » au Cambodge. Nous sommes déterminés à surmonter toutes les difficultés, à consentir tous les sacrifices pour décider des destinées de notre patrie, en toute indépendance.

Respectés Vénérables du Sangha dans les régions provisoirement contrôlées par l'ennemi !

Compatriotes bien aimés des régions provisoirement contrôlées par l'ennemi !

Fonctionnaires, Policiers, Soldats des régions provisoirement contrôlées par l'ennemi !

La situation de notre lutte de libération nationale et populaire est très favorable. Dans la zone libérée, vaste et heureuse, notre peuple a entièrement en main les destinées du pays. Une vie entièrement nouvelle, saine où règnent la liberté, la solidarité, la fraternité et la véritable démocratie, y est édifiée conformément aux aspirations de notre peuple. La vie dans la zone libérée diffère totalement de la vie dans la zone provisoirement contrôlée par l'ennemi comme le ciel et la terre. Vous qui vivez dans l'enfer des traîtres Lon Nol — Sirik Matak — Son Ngoc Thanh, vous connaissez parfaitement la situation. Les traîtres ne vous ont toujours apporté que des bombes, des explosifs, du napalm ainsi que des séparations, des souffrances, du sang et des larmes. Ils ont réduit en cendres vos pagodes, vos temples, vos maisons, vos propriétés, vos champs et rizières, vos bétails. Ils ont vendu à leurs maîtres et sous-maîtres nos terres, notre littoral et même des temples sacrés tels que Preah Vihear. Notre Cambodge indépendant, pacifique et neutre est embrasé par le feu de la guerre d'agression des impérialistes américains et notre dignité est piétinée par la clique des fantoches de Saigon et de Bangkok. Vous qui vivez dans la zone provisoirement contrôlée par l'ennemi vous avez connu et vous connaissez ce malheur, immense, sans borne depuis le coup d'Etat des traîtres Lon Nol — Sirik Matak — Son Ngoc Thanh. Actuellement les traîtres envoient vos parents et les membres de vos familles mourir à leur place. Pendant ce temps, ils se vautrent dans la luxure, l'abondance et la débauche à Phnom Penh, alors que vous êtes en train de mourir de faim. C'est un crime impardonnable des impérialistes américains, des fantoches de Saigon et de Bangkok, et des traîtres Lon Nol — Sirik Matak — Son Ngoc Thanh.

Il n'y a qu'une seule et unique issue : c'est de continuer la lutte. Si nous ne continuons pas la lutte nous mourrons. Si nous luttons, nous vivrons. Compatriotes bien aimés, il n'y a qu'une seule et unique voie : c'est celle tracée par la ligne politique du Front Uni National du Cambodge, la ligne du patriotisme. Nous exprimons notre satisfaction, notre admiration et nos félicitations à tous ceux d'entre vous qui, dans votre lutte ardente et impétueuse, se sont levés vaillamment pour déclencher des offensives contre les impérialistes américains, les fantoches de Saigon et de Bangkok et contre les traîtres Lon Nol, Sirik Matak, Son Ngoc Thanh, suivant l'appel du Gouvernement Royal d'Union Nationale du Cambodge en date du 14 septembre 1972.

★

Unissez-vous encore plus étroitement avec les Forces Armées Populaires de Libération Nationale et avec notre peuple sous la direction du Front Uni National et du Gouvernement Royal d'Union Nationale !

Soulevez-vous et lutez encore plus intensément contre les impérialistes américains, contre leurs valets de Saigon et de Bangkok, con-

tre la clique des traîtres Lon Nol — Sirik Matak — Son Ngoc Thanh !

Vous qui manquez de riz, unissez-vous ; insurgez-vous ; prenez des fusils, des coutreaux, des haches, des batons ; attaquez les entrepôts de riz pour prendre de quoi vous nourrir !

Soldats et Policiers, vous qui avez des fusils à la main, tirez sur les traîtres !

Vénérables du Sangha et Compatriotes, renversez et détruisez le régime dictatorial, fasciste et militariste des traîtres Lon Nol, Sirik Matak, son Ngoc Thanh !

Chassez de notre sol tous les impérialistes américains, tous les fantoches de Saigon et de Bangkok !

Ceux qui n'ont aucun moyen de lutter doivent fuir l'enfer des traîtres et rejoindre la zone libérée. Notre Front Uni National est toujours prêt à vous recevoir chaleureusement et fraternellement. La zone libérée s'étend partout autour de Phnom Penh. Vous pouvez y parvenir très aisément.

Vénérée et bien aimée Votre Majesté La Reine !

Respectés Vénérables du Sangha ! Compatriotes bien aimés !

Cadres et Combattants bien aimés du Front Uni National du Cambodge et des Forces Armées Populaires de Libération Nationale du Kampuchea !

L'ennemi est dans un état d'effondrement total. Il se débat frénétiquement dans les affres de l'agonie. Nous devons continuer à lancer des offensives sur tous les plans autour de Phnom Penh, dans Phnom Penh, dans les chefs-lieux de provinces et dans les quelques réduits encore provisoirement contrôlés par l'ennemi. Dans toutes nos offensives nous devons nous unir étroitement avec nos compatriotes des régions provisoirement contrôlées par l'ennemi pour chasser tous les impérialistes américains et leurs fantoches de Saigon et de Bangkok, pour renverser le régime des traîtres Lon Nol, Sirik Matak, Son Ngoc Thanh et pour installer dans Phnom Penh notre Front Uni National et notre Gouvernement Royal d'Union Nationale afin qu'ils administrent le Cambodge tout entier.

Nous sommes sûrs de vaincre !

Mais nos tâches sont encore lourdes. Avant de rendre leur dernier soupir, plus les impérialistes américains, leurs fantoches de Saigon et de Bangkok et les traîtres de Phnom Penh subissent de défaites, plus ils deviennent cruels et barbares. Aussi, Vénérables du Sangha et Compatriotes, unissez-vous encore plus étroitement et plus solidement sous le drapeau victorieux du Front Uni National du Cambodge !

Elevez encore davantage votre vigilance !

Lancez des assauts impétueux et foudroyants contre l'ennemi et balayez-le du sol du Cambodge !

Nous bâtirons ensemble un Cambodge nouveau, indépendant, souverain, pacifique, neutre, véritablement démocratique et prospère, dans son intégrité territoriale !

Vive le glorieux Front Uni National du Cambodge !

Vive le Gouvernement Royal d'Union Nationale du Cambodge !

Vivent les héroïques Forces Armées Populaires de Libération Nationale du Kampuchea !

Le 5 octobre 1972

Samdech Norodom Sihanouk,
Chef de l'Etat du Cambodge
et Président du Front Uni
National du Cambodge.
Samdech Penn Nouth,
Président du Bureau Politique
du Comité Central du Front
Uni National du Cambodge
et Premier Ministre
du Gouvernement Royal
d'Union Nationale
du Cambodge.